

L'évolution de la nationalité des personnes physiques EN DROIT IRANIEN

THÈSE POUR LE DOCTORAT

Présentée et soutenue le 28 Juin 1938 à 14 heures

PAR

Hossein MOHEYMEN

JURY DE LA THÈSE :

Président : M. ALBERT DE GEOUFFRE DE LA PRADELLE, Professeur

Suffragants : MM. LE FUR, Professeur
SCELLE, Professeur

PARIS

MAURICE LAVERGNE, IMPRIMEUR

289, RUE SAINT-JACQUES, 289

1938

L'évolution de la nationalité des personnes physiques EN DROIT IRANIEN

THÈSE POUR LE DOCTORAT

Présentée et soutenue le 28 Juin 1938 à 14 heures

PAR

Hossein MOHEYMEN

JURY DE LA THÈSE :

Président : M. ALBERT DE GEOUFFRE DE LA PRADELLE, Professeur

Suffragants : MM. LE FUR, Professeur
SCELLE, Professeur

PARIS

MAURICE LAVERGNE, IMPRIMEUR
289, RUE SAINT-JACQUES, 289

1938 .

La Faculté n'entend donner aucune approbation ni improbation aux opinions émises dans les thèses ; ces opinions doivent être considérées comme propres à leurs auteurs.



INTRODUCTION

La nationalité est le lien juridique qui rattache une personne à un Etat déterminé. Aujourd'hui, plus que jamais, ce lien est devenu strictement nécessaire. La nature de l'homme qui ne peut vivre qu'en groupe, d'une part, et la diversité des mœurs, des races, des langues, des climats, leur degré de civilisation, leurs traditions historiques, etc..., qui les empêchent de former une société unique, d'autre part, justifient l'importance qu'attache chaque Etat à réglementer, chacun dans son intérêt exclusif, ce problème vital de la nationalité. Quelle que soit l'époque de l'histoire qu'on observe, les hommes apparaissent toujours, par leur nature, vivant en société et formant des groupes différents. En bas, c'est la famille, groupe primordial imposé par les nécessités même de la nature physique, cités, ou autres organisations de ce genre dans les époques postérieures ; enfin, l'Etat, association fondée sur une conception politique, avec ce double caractère de posséder à l'intérieur un pouvoir fort destiné à assurer le bon ordre par l'exécution des lois, et à l'extérieur d'être sur un pied d'égalité et d'indépendance vis-à-vis des autres Etats. L'individu est lié, dans différentes époques, à chacun de ces groupes par des attaches particulières qui lui imposent des devoirs et lui accordent des droits. Comme membre

d'une famille, d'une cité, d'un Etat, il a des devoirs et des droits spéciaux à remplir. Cette nécessité pour un homme d'appartenir à un groupe, à un Etat, s'impose davantage à mesure que l'humanité évolue, que les faces des idées politiques, économiques et internationales se modifient. Il devient rigoureusement indispensable qu'une nationalité lui soit attribuée dès sa naissance, que ce soit grâce à la nationalité de ses parents, ou grâce à sa naissance sur un territoire ; l'un et l'autre systèmes ont été successivement adoptés dans l'histoire.

Enfin, les facilités de communications internationales autant que les circonstances politiques et économiques, amenant des millions d'individus à quitter leur pays d'origine pour chercher fortune ailleurs ou attirés par d'autres intérêts sociaux, ont singulièrement compliqué le problème des nationalités. C'est pour cela que les lois de nationalité ont une importance de premier ordre. Ce sont elles qui étendent ou restreignent la souveraineté d'un Etat, et c'est pour ces lois qu'un Etat reconnaît ses sujets. C'est le nombre des nationaux qui donne de la grandeur, de l'importance et de l'autorité à un Etat. Plus le nombre des nationaux est grand, plus la souveraineté joue un rôle important. C'est pourquoi la première des occupations de tout Etat est de poser les principes les plus stables pour sa nationalité eu égard à ses intérêts, à ses besoins et enfin à sa situation mondiale. Il appartient donc à chaque Etat de déterminer, sur son territoire, quels sont ses nationaux ; il a le droit de fixer librement les conditions auxquelles il accorde et retire la qualité du citoyen.

Les dispositions de sa législation doivent être admises par les autres Etats, pourvu qu'elles soient en rapport avec les conventions et coutumes internationales et les principes du droit généralement reconnus en matière de nationalité ; principes admis par la Conférence de Codification de La Haye en 1930.

La question de la nationalité, touchant profondément à la question de la souveraineté et relevant du droit public, nous la traiterons au cours des divers chapitres. Nous indiquerons comment avec sa grande importance parmi les législations modernes, la nationalité iranienne à différentes époques fut attribuée dès la naissance de l'individu, comment elle peut être acquise par la naturalisation ou par les bienfaits de la loi, comment elle peut être perdue, et enfin, comment elle peut être recouvrée et comment on peut en être déchu.

CHAPITRE PREMIER

LA NATIONALITÉ SOUS L'ISLAM

Par suite de l'invasion des Arabes en Iran, et la bataille de Nehavend, en 640 après J.-C., qui mit fin à la dynastie des Sassanides, l'Islam devint la religion officielle du pays. La conception de nationalité apparaît sous une forme particulière. Dieu, par la voix de son prophète, avait enjoint aux Musulmans de répandre les principes nouveaux ; les peuples païens devaient se convertir ou disparaître ; quant à ceux qui avaient déjà une révélation, un livre saint, les « ahl-ketabe », ils étaient dans l'alternative ou bien de venir à l'Islam qui n'était qu'une régénérescence des principes autrefois admis par eux, mais que leur malignité avait déformés, ou bien de payer une dîme, le *kharage*, qui devait entretenir le *beit-el-mal*, le trésor de l'Etat nouveau. Aussi on laissait aux peuples conquis le moyen de rentrer dans le sein de l'Etat nouveau, mais ceux qui conservaient leur religion, en acquérant la liberté de culte et de mœurs qui leur étaient garanties, se voyaient exclus du droit d'être des citoyens. Dans cet Etat éminemment religieux, seuls les membres de la foi devenaient des membres de la communauté politique (1).

(1) Jean Sabac, *L'Islam et la nationalité*, p. 35.

Le Koran est la loi suprême des Musulmans dans l'ordre religieux comme dans l'ordre civil. Dans son chapitre IV, le Koran ordonne formellement aux croyants d'obéir à celui d'entre eux qui est revêtu de l'autorité du commandement, quel que soit le lieu où il se trouve. La doctrine musulmane n'a pas une idée exacte de la nationalité selon le critérium européen. Elle considère le monde musulman comme une unité religieuse, politique et sociale, placée sous l'autorité du chef suprême, appelé *imam*, successeur du Prophète. Pour les Musulmans, la terre se divise en deux parties : la terre de l'Islam et la terre ennemie, parce que, pour eux, il n'y a au monde que deux races, celle des croyants ou fidèles et celle des infidèles ou incrédules. La loi religieuse impose que tous soient frères dans la grande famille islamique, parce que tous sont égaux devant la loi. Conformément à cette doctrine, ce que l'on pourrait appeler la nationalité musulmane ou islamique possède un caractère universel et fait abstraction des autonomies des Etats, puisqu'il n'y aurait qu'une seule nation, la nationalité musulmane (2).

Pour l'Islam, dès qu'un Musulman professe la religion du pays musulman où il réside, il est de la nationalité musulmane, n'importe qu'il soit de tel ou tel pays. Par conséquent, il y a confusion entre religion et nationalité ; l'idée de nationalité était absorbée par l'idée de religion. L'Islam était une

(2) Zeballos, *La nationalité*, T. I, p. 606 et suiv.

nationalité aussi bien qu'une religion. La nationalité, dans la conception musulmane, avait été un tout dont le contenu était à la fois politique et religieux.

Nous verrons, dans les chapitres suivants, comment l'Iran a, par ses lois nouvelles, rejeté d'une manière radicale l'ancienne conception de l'Islam. La nationalité, se séparant de la religion, s'obtiendra, dès lors, dans les formes prescrites par les lois.

CHAPITRE II

THÉORIE GÉNÉRALE

SECTION I. — *Définition de la nationalité*

Le mot nationalité a deux significations différentes : une signification politique, ou mieux, sociale, une signification juridique. Au point de vue social, il exprime le lien d'un individu et d'une nation ; au point de vue juridique, le lieu d'un individu et d'un Etat. Il s'agit ici de la nationalité au sens juridique et de la nationalité étatique, le lien qui unit un individu donné à un Etat donné.

La nationalité s'oppose à l'extranéité. Ces deux catégories de personnes n'ont pas une situation juridique identique ; leurs droits et leurs obligations diffèrent. La nationalité apparaît comme une qualité juridique de l'individu considéré. La différence des droits et des obligations est le signe de la nationalité ou de l'extranéité.

Les nationaux sont les éléments essentiels d'un Etat. Le national est membre de l'Etat à degré plus élevé ; son affiliation est de plein droit, elle n'est subordonnée à aucune condition territoriale ; ses droits et ses devoirs résultent d'une aptitude intrinsèque à sa personnalité. On peut dire, sans attacher

bien entendu à ces mots de sens philosophiques, que la nationalité est une qualité substantielle de la personne, « la substance de tous les droits et devoirs qui, pris isolément, ne constituent que des critères accidentels » (1).

La nationalité étant le lien juridique qui unit un individu déterminé à un Etat déterminé exige donc la réunion de trois éléments :

- a) l'existence d'un Etat ;
- b) l'existence d'un individu qui relève de l'Etat ;
- c) l'existence d'un lien de dépendance juridique.

a) L'existence d'un Etat.

L'existence d'un Etat implique de l'existence d'une population qui le compose ; or, l'Etat, en matière de nationalité qui touche à la conservation et l'existence et enfin sa souveraineté, se considère libre de régler et de juger ses intérêts généraux et ses besoins vitaux.

b) L'existence d'un individu.

L'Etat étant composé des individus, c'est dans la personne physique qui est le seul sujet de la nationalité. Ce n'est que tout récemment que l'on a reconnu un statut aux personnes morales (sociétés civiles et commerciales, etc...).

(1) Rép. de dr. int. pub. de MM. de La Pradelle et Niboyet, T.IX, p. 250 et s.

c) La nationalité est le lien de dépendance juridique.

La nationalité est un lien entre un individu et un Etat dans le sens juridique du mot « l'Etat » dont il est un groupement, une sorte d'association bien organisée : Ce lien est un lien juridique, qui en donne naissance à des droits et obligations pour les deux parties et qui sont les principaux traits caractéristiques de la nationalité.

Devoirs pour l'Etat, c'est d'accorder à ses nationaux la protection de ses lois, de respecter ses droits, et de reconnaître des droits civils et civiques.

L'Etat a droit d'exiger de ses nationaux le respect de ses lois. Il peut les astreindre à la défense de son territoire et contraindre à la participation aux charges publiques. L'individu a devoir de respecter toutes les lois émanant des milieux compétents. Il a droit de lui réclamer la protection légale et d'accéder aux fonctions publiques et d'exécuter ses droits civils et civiques.

Il en est résulté que la nationalité est un lien politique fondé sur une base juridique obligatoire assurant les intérêts de l'Etat et ceux de l'individu.

SECTION II. — *La nationalité est une institution de droit public*

Le droit public régissant les rapports entre l'individu et l'Etat, plus généralement, relatif à l'organisation de l'Etat ; la nationalité est en matière

de droit public. Celle-ci est un lien entre l'individu et l'Etat, l'appartenance permanente, constitutionnelle d'un individu donné à un Etat donné ; elle traduit la souveraineté personnelle de l'Etat, elle est de droit public. Et c'est avec la nationalité que se crée, non seulement la forme, mais l'être, la substance même de l'Etat. Parce que, si l'existence de nationaux est vraiment essentielle à l'Etat, leur détermination ne sera guère faite qu'en fonction des besoins de celui-ci (2).

SECTION III. — *Le principe de liberté étatique*

Les questions de la nationalité relèvent de la souveraineté de chaque Etat : tel est le début de la base de discussion N° 1 établi par le comité préparatoire de la I^{re} Conférence de codification de la S.D.N. réunie à La Haye en date du 13 mars 1930, où 48 Etats étaient représentés.

Les auteurs d'ouvrages de droit international sont d'accord là-dessus avec les corps savants. On peut dire qu'il est peu de principes du droit des gens aussi unanimement admis. La Cour permanente de justice internationale a, à deux reprises, affirmé ce principe.

SECTION IV. — *Limitation conventionnelle*

La Cour a naturellement affirmé, en droit, la possibilité de restrictions de ce genre à la liberté

(2) Rép. de dr. int. pub. de MM. de La Pradelle et Niboyet, T.IX, p. 255, 256.

des Etats : il convient de remarquer que, dans une matière comme celle de la nationalité, qui n'est pas réglée, en principe, par le droit international, la liberté de l'Etat de disposer à son gré soit, néanmoins restreinte par des engagements qu'il avait pris envers d'autres Etats. En ce cas, la compétence de l'Etat, exclusive en principe, se trouve limitée par « des règles de droit international », ainsi s'exprime la Cour dans ses avis N° 4 et N° 7 : « Si, d'une manière générale, il est vrai qu'un Etat souverain ait le droit de déterminer quelles personnes seront considérées comme ses ressortissants, il est non moins vrai que ce principe n'est applicable que sous réserve des engagements conventionnels visés ci-dessous » (3).

SECTION V. — *Droit des gens positifs et droit commun international*

Il y a donc des limites positives à l'arbitraire étatique, celui-ci n'est pas absolu, comme le dit la base de discussion N° 1 du Comité préparatoire de la I^{re} Conférence de Codification de la S.D.N. Les questions de nationalité relèvent de la souveraineté de chaque Etat. » Toute discussion relative à l'acquisition ou à la perte, par un individu, d'une nationalité déterminée, doit être tranchée conformément à la législation de l'Etat dont la nationalité est prétendue ou contestée. Toutefois, la législation de chaque Etat doit tenir compte des principes généra-

(3) Rép. de dr. int. pub. de MM. de La Pradelle et Niboyet, T.IX, p. 259.

lement reconnus par des Etats. Ces principes sont notamment : en ce qui concerne l'acquisition, attribution de la nationalité en raison de la nationalité des parents ; ou de la naissance sur le territoire national, ou du mariage avec un national, naturalisation à la suite d'une demande de l'intéressé lui-même ou pour son compte, transfert de territoire ; en ce qui concerne la perte, acquisition volontaire d'une nationalité étrangère, mariage avec un étranger, rattachement de fait à un autre pays sans observer les prescriptions établies pour la conservation de la nationalité, transfert de territoire. » Il y a donc un droit commun minimum de la nationalité que les Etats ont l'obligation juridique positive de respecter, que le droit international admet comme obligatoire pour eux (4).

SECTION VI. — *Unité de nationalité*

L'individu ayant des droits et des devoirs envers l'Etat dont il fait partie ; et, étant dans l'impossibilité juridique de remplir ses devoirs et de profiter de ses droits, en même temps, envers plusieurs Etats, il est logique qu'il ait une seule nationalité (5). Ce principe a été affirmé par l'Institut de droit international en 1895 et 1896 à Cambridge et Venise, en ces termes : « Nul ne doit être sans nationalité ; nul ne peut avoir simultanément deux nationalités. »

(4) Rép. de dr. int. pub. de MM. de La Pradelle et Niboyet, T.IX, p. 265.

(5) Rép. de dr. int. pub. de MM. de La Pradelle et Niboyet, T.IX, p. 265.

CHAPITRE III

ATTRIBUTION DE LA NATIONALITÉ DES LA NAISSANCE

SECTION I. — *Notions théoriques*

a) De la nationalité d'origine.

Deux définitions différentes en ont été données : pour M. Niboyet, « la nationalité d'origine est acquise soit dès la naissance, soit plus tard seulement, mais en raison d'événements qui se rattachent toujours à la naissance ». Pour M. Lerebours-Pigeonnière, « la nationalité d'origine est celle qui date de la naissance, même si la preuve n'en peut être faite que plus tard » (1).

Pour l'attribution de la nationalité d'origine telle qu'elle a été définie, deux systèmes sont en présence :

- b) Le système de *jus sanguinis* ;
- c) Le système du *jus soli*.

Un individu peut, dès sa naissance, être déclaré, par exemple, Iranien en vertu du *jus soli*, ou en vertu du *jus sanguinis*. En vertu du *jus soli*,

(1) Rép. de dr. int. pub. de MM. de La Pradelle et Niboyet, T.IX, p. 266.

l'individu est déclaré Iranien, comme étant né sur le sol d'Iran ; la nationalité des parents n'est pas prise en considération.

En vertu du *jus sanguinis*, l'individu est déclaré Iranien comme étant né de parents iraniens, le lieu de naissance n'est pas pris en considération.

« Il est bien évident qu'il n'y a pas, en cette matière, de droit positif commun et que, par suite, chaque Etat est, en droit positif interne, libre de choisir pour l'attribution de la nationalité d'origine le système qu'il préfère. Mais cette liberté n'est pas absolue. D'une part, en effet, il y a des personnes dont les nationalités d'origine ne sauraient être douteuses et doivent, par suite, être respectées par tous ; ce sont celles qui se rattachent à un Etat donné à la fois *jure sanguinis* et *jure soli*, celles qui sont nées sur le territoire de cet Etat de parents ayant sa nationalité. Les autres Etats, en attribuant à ces personnes leur propre nationalité, empièteraient sur la souveraineté du premier, violeraient l'obligation juridique qu'ils ont de respecter cette souveraineté quand elle s'exerce de façon unanimement admise.

« D'autre part, un Etat ne peut tout à la fois arbitrairement conférer à un individu sa nationalité en tant que sa nationalité d'origine. Il faut, pour qu'il puisse la faire, un lien entre cet individu et lui. « La législation de chaque Etat doit tenir compte des principes généralement reconnus par les Etats » (base de discussion N° 1 S.D.N., op. cit., p. 20). On a dit que l'attribution de la nationalité d'origine doit résulter soit de la naissance sur le territoire national, soit de la nationalité des parents, être fon-

dée sur le *jus sanguinis* ou le *jus soli*, c'est la solution du Comité des Experts de la S.D.N. (base de discussion N° 1 précitée) » (2).

Chaque Etat détermine librement, mû par ses intérêts, les règles concernant l'attribution de sa nationalité d'origine ; ces intérêts sont, et ne peuvent pas être différents suivant la situation géographique, historique, démographique ; les législations ne peuvent donc, en telle matière, être ramenées à l'unité ; il n'y a pas de solution meilleure en soi ; le problème de la nationalité d'origine est essentiellement d'ordre public. Et de là-même, une deuxième cause de divergences ; question politique, celle de la nationalité d'origine sera débattue dans une atmosphère politique, et ses solutions successives dépendront à la fois des passions populaires momentanées et des traditions permanentes de l'esprit national (3).

Les Etats libres de choisir entre le *jus sanguinis* et le *jus soli*, le sont également de fixer, à leur guise, les règles d'application du principe qu'ils adoptent. Cependant, il est, sur quelques points, des limitations possibles à cette liberté. Dès 1882 l'Institut de Droit International votait l'attribution de la nationalité du lieu de naissance à l'enfant né de parents inconnus ou dont la nationalité est inconnue et l'assimilation de l'enfant trouvé sur le territoire à l'enfant né sur celui-ci. La solution est ainsi donnée, mais seulement, pour les enfants trou-

(2) Rép. de dr. int. pub. de MM. de La Pradelle et Niboyet, T.IX, p. 270.

(3) Rép. de dr. int. pub. de MM. de La Pradelle et Niboyet, T.IX, p. 233.

vés ou dont les parents sont inconnus, par la base de discussion N° 11 du Comité des Experts de la S.D.N. (4).

L'obligation d'attribuer la nationalité *jure soli* aux enfants trouvés ou nés de parents inconnus, est la seule limite à la liberté des Etats pour la réglementation du *jus soli*. Une autre limite à cette liberté étatique, règle de droit des gens positif, est la non-application du *jus soli* aux enfants des personnes ayant les immunités diplomatiques que l'on rattache ces immunités à la fixation d'exterritorialité. Il faut ajouter que ce serait manquer, en quelque sorte, de respect à la souveraineté de l'Etat étranger que de ne pas tenir compte de la situation officielle des représentants de cet Etat, de traiter ces représentants comme des étrangers ordinaires (5).

Pour l'organisation du *jus sanguinis*, il ne peut y avoir à la liberté des Etats que limitation conventionnelle (6).

La nationalité étant réservée à la compétence absolue et exclusive de chaque Etat, tel que nous avons expliqué ci-dessus, chaque Etat a le droit de légiférer à cet égard, selon qu'il juge conforme à ses besoins et à ses intérêts généraux. Et, par conséquent, il n'y a pas en matière de nationalité des règles qui soient universellement admises par les Gouvernements ; et la législation des différents

(4) Rép. de dr. int. pub. de MM. de La Pradelle et Ni-boyet, T.IX, p. 274.

(5) Rép. de dr. int. pub. de MM. de La Pradelle et Ni-boyet, T.IX, p. 275.

(6) Rép. de dr. int. pub. de MM. de La Pradelle et Ni-boyet, T.IX, p. 277.

Etats n'est pas d'accord sur les principes de la nationalité. C'est de la diversité d'intérêts que sont nés les deux principes *jus sanguinis* et *jus soli* appliqués dans les divers pays. Ainsi les pays neufs, ayant une faible population, facilitent chez eux, à la fois, l'émigration et l'acquisition de leur nationalité. Les pays qui, au contraire, ont un excédent de population rendent difficile l'accès et l'acquisition de leur nationalité. Le choix de ce critérium touche aux intérêts vitaux, à la conservation et l'existence même de l'Etat (7).

Nous allons maintenant rechercher quels individus sont Iraniens dès leur naissance. Suivant que la nationalité iranienne est attribuée en vertu du *jus sanguinis* ou du *jus soli* la réglementation doit savoir.

SECTION II. — Attribution de la nationalité iranienne en vertu du « *jus soli* »

C'est le système d'après lequel un individu aura la nationalité d'un Etat déterminé, parce qu'il est né sur le territoire de cet Etat, quelle que soit la nationalité de ses parents.

a) Législation ancienne.

Par suite de la promulgation de nouveaux codes en Europe, dans la première partie du XIX^e siècle (8), les principes des droits musulmans ont subi

(7) Rép. de dr. int. pub. de MM. de La Pradelle et Ni-boyet, T.IX,

(8) Les codes prussiens, autrichiens, hongrois. Le Code civil français qui établit le système de la nationalité.

d'importantes modifications. C'est, tout d'abord, la Turquie qui, en 1864, a adopté une loi de nationalité basée sur les principes modernes. Puis c'est l'Iran qui, en date du 7 août 1894, a promulgué une loi de nationalité influencée par les mêmes principes nouveaux du droit public. On peut constater que par l'apparition de ces nouvelles législations, la conception de nationalité s'est dégagée entièrement de l'influence religieuse pour devenir purement civile, et l'application de la loi coranique a disparu pour faire place à celle du droit public européen.

Cette loi était applicable aux ressortissants des Etats étrangers musulmans aussi bien qu'aux Européens nés en Iran. L'article 6 du traité du 14 décembre 1873 conclu entre l'Iran et la Turquie est ainsi conçu : « Qu'en leur qualité d'étrangers, les sujets Persans établis dans l'Empire sont comme des sujets des autres puissances exempts du service militaire et des impôts auxquels sont soumis exclusivement les sujets Ottomans ». Ainsi donc, malgré leurs qualités Musulmans, les Iraniens en Turquie conservent leurs statuts d'étrangers.

L'article premier de la loi du 7 août 1894 était ainsi conçu : « Tout individu né en Iran est censé sujet iranien ; toutefois, s'il vient à être connu que les parents ou le père sont étrangers, l'enfant naît étranger ». La loi du 7 août 1894 établissait donc un *jus soli* absolu puisqu'il conférait la nationalité iranienne à toute personne née en Iran, sauf dans le cas où l'extranéité des parents ou du père seulement a été prouvée et dûment constatée, c'était le *jus sanguinis* qui l'emportait.

b) Législation actuelle.

L'article 976 du Code civil sur la nationalité dispose que les individus suivant sont réputés les nationaux iraniens :

1) Tous les habitants du pays, sauf ceux dont leur nationalité étrangère est certaine par des documents incontestés par le Gouvernement iran.

2) Les individus nés d'un père iranien, soit en Iran, soit à l'étranger.

3) Tout individu né en Iran de père et mère inconnus.

4) Les individus nés en Iran de parents étrangers dont l'un lui-même y est né.

5) Les individus nés en Iran d'un père étranger, qui auraient séjourné, au moins un an de plus, en Iran, immédiatement après avoir atteint l'âge de 18 ans révolus ; à défaut, leur accession à la nationalité irarienne suivrait les dispositions législatives relatives à la naturalisation.

6) Toutes les femmes étrangères mariées à un Iranien.

7) Tous les étrangers qui auraient acquis la nationalité iranienne. Remarque : les enfants nés des diplomates étrangers ou des représentants consulaires ne tombent pas sous le coup des paragraphes 4 et 5.

Article 977 : Les individus mentionnés aux paragraphes 4 et 5 ci-dessus cités auront, dans l'année qui suit l'âge de 18 ans révolus, le droit d'opter pour la nationalité de leurs pères, à condition de présen-

ter dans ce délai, au Ministère des Affaires Etrangères, une demande écrite à laquelle aurait été annexée une attestation du Gouvernement dont relève leur père, qu'il les reconnaît comme ses ressortissants.

D'après ce que nous venons d'examiner, le législateur iranien a adopté, en principe, le système du *jus soli* absolu, puisqu'il considère comme Iranienne toute personne née en Iran, quels que soient ses parents : connus ou inconnus, Iraniens d'origine ou étrangers, sauf la réserve faite à l'égard des étrangers dans l'année qui suit leur majorité, d'après la loi territoriale, de répudier la nationalité iranienne.

Dans le paragraphe 1^{er} de l'art. 976, la loi emploie le terme « habité », ce qui semble supposer qu'elle comprend à la fois la résidence et le domicile, qu'il s'agisse de nationaux ou d'étrangers.

Les individus nés en Iran de parents étrangers (paragraphe 4), dont le père ou la mère sont nés en Iran, par cette naissance répétée sur le territoire, acquièrent la nationalité iranienne, sans remplir aucune condition ni formalités, sauf la faculté qu'ils ont par l'art. 977 de réclamer la qualité d'étrangers.

L'adoption du système du *jus soli* donne lieu, en général, aux conflits de double nationalité ; car un individu possédant la nationalité du territoire sur lequel il est né peut posséder, en même temps, la nationalité du pays auquel il se rattache par le lien du sang. Et c'est pour éviter des conflits graves de nationalité que le législateur, à l'égard des enfants nés en Iran de parents étrangers dont le père

ou la mère sont nés en Iran, ainsi qu'à l'égard des individus nés en Iran, dont le père a été de nationalité étrangère, se montre si accommodant. Car, d'après les dispositions de l'art. 977 de la loi, les individus mentionnés aux § 4 et 5 ont le droit, sous certaines conditions, d'accéder à la nationalité de leur père. C'est dans le même esprit de conciliation que le Gouvernement iranien, instruit par des difficultés imprévues, dans l'année qui suivit la nouvelle loi, c'est-à-dire l'année 1309 (octobre 1930), a fait voter les deux articles suivants, comme faisant partie supplémentaire de la loi du 7 septembre 1929, dont voici les articles :

Art. 1^{er}. — Les individus, tombant sous le coup des § 4 et 5 de l'art. 1^{er} de la loi du 7 septembre 1929, et qui, à la date de l'application de la même loi (20 Chahrivar 1310 — 11 septembre 1929), auraient dépassé l'âge de 18 ans, peuvent répudier la qualité d'Iranien à la condition que, dans l'année qui suit la présente loi, ils soumettent une déclaration écrite au Ministère des Affaires Etrangères en y joignant l'attestation du Gouvernement de leur père qui les reconnaît parmi ses nationaux.

Art. 2. — Les individus, tombant sous le coup du § 5 de l'article 1^{er} de la loi du 7 septembre 1929, pour acquérir la qualité iranienne, doivent, immédiatement après avoir atteint l'âge de 18 ans révolus, séjourner au moins un an de plus, en Iran ; à défaut, leur admission à la nationalité iranienne suivra les dispositions législatives concernant la naturalisation ; même s'ils retournent ultérieurement en Iran et s'y établissent.

SECTION III. — *Attribution de la nationalité iranienne en vertu du « jus sanguinis »*

C'est le système d'après lequel la nationalité est désignée selon le rattachement au père ou à la mère ; et c'est le principe du lien du sang.

a) Législation ancienne.

L'article 1^{er} de la loi du 7 août 1894 (§ 2) n'admettait le système du *jus sanguinis* que pour les enfants nés de parents ou de père étrangers dont l'extranéité était dûment constatée.

b) Législation actuelle.

L'article 976 du Code civil, dans le N° 2, admet le système du *jus sanguinis* exclusivement pour tous les enfants nés d'un père iranien, quel que soit le lieu de leur naissance, en Iran ou à l'étranger. Un enfant né d'un père iranien, sur le sol iranien, n'a aucune difficulté pour qu'on puisse lui attribuer la filiation de son père. Mais un enfant, né d'un père iranien, sur le territoire étranger, pour qu'on puisse lui attribuer la nationalité iranienne, se heurte aux lois territoriales des autres Etats qui adoptent le système du *jus soli*. Il en résulte des conflits graves de la nationalité.

D'après ce qui précède, le législateur a introduit dans les lois iraniennes le cumul simultané des deux systèmes : *jus soli* et *jus sanguinis*.

c) Exemption personnelle du *jus soli*.

La remarque de l'article 976 du Code civil précise que les dispositions des § 4 et 5 du même article ne seront pas applicables aux enfants nés en Iran des représentants diplomatiques et consulaires étrangers.

Voyons quels sont la raison et les effets de cette immunité. La raison : si l'on voit dans le *jus soli* une conséquence de la puissance publique de l'Etat sur le lieu de naissance, et si l'on rattache ces immunités à la fiction d'exterritorialité, il semble qu'on soit conduit à écarter pour ces personnes l'attribution de la nationalité *jus soli*. Il faut ajouter aussi que ce serait manquer, en quelque sorte, de respect à la souveraineté de l'Etat étranger que de ne pas tenir compte de la situation officielle des représentants de cet Etat, de traiter ses représentants comme des étrangers ordinaires (9).

Les effets : ces enfants naissent étrangers et la loi territoriale n'a pas aucun effet sur eux, même s'ils résident des années en Iran. La base de discussion N° 10 de la Commission de Nationalité à ce sujet est la suivante : « L'application des dispositions légales sur l'attribution de la nationalité, en raison du lieu de naissance, ne s'étend, de plein droit, aux enfants nés de personnes qui jouissent des immunités diplomatiques dans le pays de la naissance. Toutefois, l'enfant aura la faculté de ré-

(9) Rép. de dr. int. pub. de MM. de La Pradelle et Niboyet, T.IX, p. 275.

clamer bienfait des lois de ce pays dans la mesure et sous les conditions prévues par celles-ci. Il en sera de même : 1° pour les enfants nés de consuls de carrière ; 2° pour les enfants nés d'autres personnes, de nationalité étrangère, exerçant des fonctions officielles ou non d'un gouvernement étranger. »

d) Enfants nés en Iran de parents inconnus.

Les enfants de cette catégorie ont été omis par la législation ancienne. La lacune vient d'être comblée par l'article 976. Il confirme, en effet, la qualité d'Iranien à tout individu né en Iran de parents inconnus.

La doctrine a aussi, comme nous l'avons vu (supra p. 26), confirmé l'attribution de la nationalité du lieu de naissance à l'enfant né de parents inconnus, c'est là une des limites à la liberté des Etats pour la réglementation du système *jus soli*. La base de discussion N° 11 de la Commission de Nationalité se conforme aussi à cette doctrine.

CHAPITRE IV

BIENFAITS DE LA LOI EN FAVEUR DES ÉTRANGERS

Les étrangers spécifiés aux N^{os} 4 et 5 de l'article 976 du Code civil acquièrent la nationalité iranienne, par bienfait de la loi sans aucune déclaration. Et, ils auront la jouissance de tous les droits politiques, comme de tous les droits civils. Les restrictions faites, dans l'article 982 du Code civil, ne sont pas applicables ici ; car il ne s'agit pas d'une naturalisation mais d'une acquisition par bienfait de la loi. Et ils se prévalent d'un véritable droit, au lieu d'une concession. Ce mode d'acquérir la nationalité iranienne est entièrement contraire à l'idée essentielle que nous développerons dans le chapitre de naturalisation.

Aucune autorité gouvernementale n'est appelée à accorder ou à refuser la qualité iranienne. Les individus sont devenus Iraniens, par bienfait de la loi, sauf la faculté de la répudiation, pour eux, désignée dans l'article 977 du Code civil.

Quoiqu'il n'est pas spécifié dans le texte, mais il semble que le législateur, en donnant la qualité iranienne aux étrangers qui ne bénéficient pas de

leur droit de répudiation, a eu l'intention de donner un caractère rétroactif à cette situation des étrangers qui deviennent Iraniens dès leur naissance. Ils bénéficient de tous les droits civils et politiques et ils doivent subir en même temps certaines charges, service militaire, etc...

CHAPITRE V

DÉCLINATION DE LA QUALITÉ IRANIENNE

Deux groupes d'individus, nés en Iran, peuvent décliner cette qualité, ce qui résulte de l'article 977 du Code civil et de l'article 1^{er} de la loi d'octobre 1930.

I. — Les individus visés par les § 4 et 5 de l'article 977 du Code civil peuvent décliner cette qualité. Il faut examiner les conditions, les formes et les effets de cette répudiation.

a) Conditions : 1^{re} condition : L'individu doit déclarer qu'il décline la nationalité iranienne. Cette déclaration ne peut être faite que dans un certain délai. L'article 977 § 2 dispose dans l'année qui suit la majorité (18 ans révolus), selon le droit laïque iranien.

D'après le droit islamique, l'âge de majorité est l'époque de puberté qui change selon le sexe. L'ancienne législation, sous l'influence religieuse, adoptait pour majorité l'âge de puberté ; mais, par l'acceptation de l'âge de 18 ans comme majorité de la nouvelle loi, l'Iran s'est séparé définitivement de l'ancienne majorité religieuse.

2^e condition : L'individu doit prouver qu'il a

conservé la nationalité de ses parents. Et il prouve qu'il a conservé sa nationalité d'origine, d'après le § 3 du même article, au moyen d'une attestation en due forme de son Gouvernement.

b) Forme de cette répudiation. La déclaration, pour répudier la qualité iranienne, doit être présentée au Ministère des Affaires Etrangères, § 3 de l'article 977.

Suivant l'article 1^{er} du règlement de l'exécution de la loi de nationalité approuvée par le Conseil des Ministres en date du 3 Ordihéhecht 1314 (1935), l'individu qui veut opter pour la nationalité de son père doit formuler sa demande sur papier timbré de 5 ryals (conformément au type 1). Sa signature ainsi que son identité doivent être aussi constatées par la Préfecture de Police, s'il habite l'Iran, et par les représentants diplomatiques et consulaires, s'il habite l'étranger. A la demande doivent être annexées : a) deux photos du candidat ; b) les preuves constatant l'extranéité de son père ; c) attestation du Gouvernement dont relève son père, qu'il le reconnaît comme son ressortissant. D'après nous, l'individu doit, à l'appui de sa déclaration en deux exemplaires, produire, en outre, les pièces suivantes : son acte de naissance, l'acte de naissance et de mariage de ses père et mère.

Le Ministère des Affaires Etrangères, après avoir étudié la demande et ses annexes, s'il la trouve conforme aux prescriptions de la loi, lui accordera l'acte de réintégration dans sa nationalité d'origine (conformément au type 2), et fait payer par le candidat soixante ryals de droits de chancellerie.

c) Effets de la répudiation.

L'individu qui, dans l'année de sa majorité, a déclaré répudier la nationalité iranienne, doit être, juridiquement, considéré comme n'ayant jamais été iranien, même de naissance. La répudiation joue, dans ce cas, un effet rétroactif. L'individu perd la nationalité iranienne qu'il a eu provisoirement, entre l'époque de sa naissance et sa déclaration. Mais, suivant les dispositions de l'article 4 du Code civil, la loi n'a pas d'effet rétroactif, sauf dans le cas prévu par le législateur. Dans notre cas, la loi n'ayant pas donné à la réintégration d'effet rétroactif, le sollicitant conserve sa qualité iranienne jusqu'à la date de l'acte de réintégration avec tous les effets légaux relatifs à cette qualité.

II. — Les individus visés par les § 4 et 5 pouvaient décliner la qualité iranienne, d'après l'article 1^{er} de la loi supplémentaire d'octobre 1930. Cet article visait directement les individus nés en Iran de parents étrangers ou d'un père étranger qui, à l'époque de l'application de la loi du 7 septembre 1929 (11 septembre 1929), auraient dépassé l'âge de majorité, par exemple s'ils avaient 22 ans. La loi leur faisait une concession en leur accordant un délai d'un an à partir de la promulgation de la présente loi (29 Mehr 1309 — octobre 1930), afin d'opter pour leur nationalité d'origine. C'était une faveur de la loi envers ces individus uniquement pour un an. S'ils n'ont pas profité de cette faveur de la loi dans l'année qui suivait sa promulgation, ils ont

été reconnus définitivement ressortissants iraniens. C'était donc une loi valable seulement pour un an.

Quelles étaient les conditions, les formes et les effets de cette répudiation ?

a) D'abord les conditions : 1^{re} condition : L'individu devait déclarer qu'il décline la nationalité iranienne. Cette déclaration, d'après le § 2 de l'article 1^{er} de la loi supplémentaire, devait être faite dans l'année qui suivait la promulgation de cette loi.

2^e condition : L'individu devait faire preuve de la conservation de la nationalité d'origine. Et il le faisait, d'après les dispositions de la dernière partie de l'article 1^{er} de la loi supplémentaire, au moyen d'une attestation du Gouvernement dont relèvent ses parents, en déclarant qu'il le reconnaît comme son ressortissant.

b) Forme de cette répudiation : La déclaration, ayant pour but de répudier la nationalité iranienne et d'adhérer à la nationalité d'origine devait être faite, par écrit, au Ministère des Affaires Etrangères, selon les dispositions du § 3 de l'article 1^{er} de la loi supplémentaire.

c) Effets de cette répudiation : L'individu qui, dans l'année suivant la promulgation de la présente loi, avait répudié la nationalité iranienne, était considéré comme étant un vrai étranger, non pas dès sa naissance, mais pour l'avenir. En voici la raison : supposons que cet individu, à l'époque de la répudiation, avait 30 ans. Cette personne, jusqu'à

cet âge, a été considérée comme un vrai citoyen iranien, bénéficiant de tous les droits civils et politiques exclusifs aux nationaux. Il a conclu des contrats, il a été demandeur, dans un procès contre un étranger. Sa qualité étant changée, son défenseur pourrait lui réclamer l'exécution de l'article 1^{er} de la loi du 28 chahrivar et du 1^{er} mehr 1308 (1929), relative au paiement de la caution *judicatum solvi*. Enfin il a été élu député, nommé fonctionnaire avec une longue carrière, etc., etc... Si nous le considérons comme étranger dès sa naissance, on aboutirait à des difficultés interminables, source de dommages pour lui et ses anciens compatriotes. La loi n'ayant pas donné un effet rétroactif à cette situation si bizarre, nous profitons de son silence pour lui donner seulement dans l'intérêt général du pays un effet à venir, sans aucune action rétroactive.

Enfin, il faut ajouter que l'article 2 de la loi du 29 mehr 1309, que nous avons mentionnée ci-dessus, a été remplacée, au moment du remaniement en date du 27 bahman 1313 (1935), par le § 5 de l'article 976 du Code civil.

CHAPITRE VI

LE PRINCIPE DE RÉCIPROCITÉ

SECTION I. — *Notions théoriques*

La réciprocité entre Etats apparaît comme imposée par la simple logique ; les Etats souverains étant égaux, la règle posée par l'un d'eux à son profit doit, sur le terrain international, valoir au profit d'un autre.

Dans la réglementation de nationalité, chaque Etat est guidé, avant tout, par la considération de ses besoins, de ses intérêts propres. Chaque Etat décide, en se fondant d'abord et particulièrement sur les raisons politiques, nationales. La différence des besoins justifie des différences de réglementation. Les questions de nationalité n'ont pas, par nature, dans l'état actuel des choses, vocation à recevoir des solutions générales, internationales, et c'est précisément cette vocation qu'exprime, au fond, l'idée de réciprocité (1). Cette réciprocité a été recommandée aux Etats, en 1928, par l'Institut de Droit International. L'article 1^{er} des résolutions de celui-ci est ainsi conçu : « Nul Etat ne doit appliquer, par l'acquisition et la perte de sa nationalité, des règles qui

(1) Rép. de dr. int. pub. de MM. de La Pradelle et Niboyet, T.IX, p. 265.

(1) Rép. de dr. int. pub., T. IX, p. 265.

auraient pour conséquence la double nationalité ou l'absence de nationalité, si les autres Etats acceptent les mêmes règles » (2).

SECTION II. — *Législation ancienne*

La loi de 1894 ne s'occupait plus de la question de réciprocité. Cette lacune a été comblée par la loi du 7 septembre 1929 (art. 978 du Code civil).

SECTION III. — *Législation actuelle*

Le principe de réciprocité a été justifié, en effet, dans l'article 978 du Code civil, ainsi conçu :

« Le principe de réciprocité sera appliqué aux enfants nés en Iran de ressortissants des Etats qui, suivant leurs dispositions législatives, comptent au nombre de leurs nationaux les enfants nés sur leur territoire de ressortissants iraniens, faisant toutefois dépendre leur retour à la nationalité d'origine d'une autorisation. »

Examinons maintenant les conditions, les formes et les effets de cette réciprocité :

a) Conditions : 1^o Il faut qu'il existe, dans le pays étranger, des lois sur la nationalité plaçant parmi leurs nationaux les enfants nés sur leur territoire des ressortissants iraniens.

2^o Il faut que le retour à la nationalité d'ori-

(2) Rép. de dr. int. pub. de MM. de La Pradelle et Niboyet, T.IX, p. 265.

gine des enfants iraniens dépendre d'une autorisation gouvernementale.

b) La forme de réciprocité.

Les enfants nés d'un étranger sur territoire iranien dont le Gouvernement de ses parents offre les conditions susmentionnées seront reconnus, *ad hoc*, iraniens par simple naissance sur ce territoire : car la loi, ayant un ton impératif, s'exécute sans aucune formalité comme à l'égard d'un Iranien.

c) Le caractère de réciprocité.

L'enfant né de parents étrangers sera reconnu, *de jure*, un vrai Iranien dès sa naissance. Il pourra profiter de tous les droits civils et politiques ; il sera astreint à toutes les charges publiques et au service militaire. La loi n'a donc pas un caractère rétroactif et elle n'est que pour l'avenir.

Ce système que nous venons de développer a des avantages et des inconvénients.

Avantages : Ce système a ce seul avantage qu'il ne donnera plus lieu à conflit de nationalité entre l'Etat iranien et les autres Etats qui acceptent ce système. Celui-ci fonctionne automatiquement des deux côtés. Le nouveau-né dans les territoires respectifs est considéré comme vrai citoyen sur le territoire duquel il est né.

Désavantages : L'inconvénient de ce système apparaît au moment où le nombre des enfants nés des Iraniens résidant à l'étranger dépasse celui des enfants nés en Iran des étrangers. Et, en fin de compte, c'est l'Iran qui perdra plus de sujets.

CHAPITRE VII

SITUATION DE LA FEMME MARIÉE

SECTION I. — *Notions théoriques*

Le mariage était, en 1914, de façon quasi générale, cause de changement de nationalité. Plusieurs lois d'après guerre adoptent le même système. Mais, sous la double influence d'idées politiques et philosophiques, un mouvement s'est dessiné, peu à peu, vers la liberté de nationalité de la femme mariée, vers l'indépendance de nationalité des époux. La règle de l'unité de nationalité au moment du mariage a reçu, dans certains Etats, des atténuations, a été par d'autres abandonnée. Dans certaines législations, l'indépendance de nationalité de la femme mariée n'est pas respectée, dans l'hypothèse inverse : la femme étrangère qui épouse un national prend sans autre condition la nationalité de son mari.

Pour la situation de la femme mariée, la Commission de Nationalité de la Conférence de Codification tenue en 1930 à La Haye admit plusieurs résolutions relatives à la perte de sa nationalité en cas de mariage, en cas de changement de nationalité du mari, ou en cas de naturalisation de ce dernier au cours du mariage, ainsi qu'une résolution relative au recouvrement de sa nationalité.

La division des droits politiques est telle, sur ce point, et les oppositions si nettes, que le Comité des Experts de la Société des Nations s'est borné, dans la base de discussion N° 16, à proposer de subordonner à l'acquisition de la nationalité de son mari la perte de sa nationalité antérieure résultant pour la femme du mariage.

« Les réponses énoncées ne permettent pas actuellement d'espérer un accord général pour consacrer, soit la règle que le mariage n'affecte pas la nationalité de la femme, soit la règle que la femme prend, en se mariant, la nationalité de son mari » (1).

Nous allons examiner l'influence du mariage sur le statut personnel de la femme mariée d'après les législations iraniennes.

SECTION II. — *Bienfaits de la loi en faveur de la femme étrangère qui épouse un Iranien*

a) Législation ancienne.

L'article 6 de la loi du 7 août 1894 (§ 1^{er}) édictait : « Les femmes étrangères qui épousent des sujets iraniens suivent la nationalité de leur mari et deviennent Iraniennes ». On remarque bien que par le bienfait de cette loi la femme étrangère, par l'effet du mariage, acquérait la nationalité iranienne sans remplir aucune procédure ni condition. Cette

(1) Rép. de dr. int. pub. de MM. de La Pradelle et Niboyet, T.IX, p. 302 et suiv.

acquisition n'avait aucun effet rétroactif ; elle était pour l'avenir avec un caractère purement individuel.

b) Législation actuelle.

D'après le N° 6 de l'article 976 du Code civil, toute femme étrangère qui épouse un Iranien acquiert la qualité iranienne par le bienfait de la loi.

Malgré la diversité des droits politiques dans les différents Etats dont les uns acceptent même l'indépendance de la femme mariée, nous préférons la thèse soutenue dans notre législation. Car, la femme ayant consenti avec une liberté complète au mariage, il est tout à fait logique, du point de vue de conformité avec la nature du mariage et l'unité familiale, qu'elle supporte aussi la conséquence légale de cette union qui est l'acquisition de la nationalité de son mari.

Quelles sont les conditions, les formes et les effets de cette acquisition ?

1° Conditions et formes : Une seule condition est imposée. Il faut qu'il y ait un mariage valable. En effet, le mariage déclaré nul est censé n'avoir jamais existé : « Quod nullum est, nullum producit effectum ».

2° Effets de cette acquisition : La femme étrangère, devenue iranienne par son mariage, doit être investie non seulement de tous les droits civils, mais de tous les droits politiques qui peuvent être reconnus à une femme iranienne d'origine.

3° Caractères de cette acquisition.

Premier caractère : cette acquisition n'est pas rétroactive ; elle n'a d'effet que pour l'avenir.

Deuxième caractère : cette acquisition est entièrement individuelle ; elle n'a aucun effet sur les enfants qu'elle aurait eus avant le mariage.

SECTION III. — *La situation de la femme étrangère devenue Iranienne en cas de divorce ou de décès de son mari*

a) Législation ancienne.

L'article 6 de la loi du 7 août 1894 (§ 2) disposait :

« En cas de divorce ou de décès du mari, si la veuve exprimait sa volonté pour recouvrer sa nationalité d'origine, elle y serait autorisée. »

La loi ne déterminait pas quelle serait la situation des enfants de la veuve, pas plus que la forme pour recouvrer sa nationalité, ainsi que l'autorité devant laquelle elle devait faire sa déclaration.

b) Législation actuelle.

L'article 986 du Code civil visant le cas de dissolution du mariage par la mort ou par le divorce est ainsi conçu : « L'étrangère qui, par suite de son mariage, devient Iranienne, peut après soit le divorce, soit le décès de son mari, se faire réintégrer dans sa nationalité d'origine à condition d'en aviser par écrit le Ministère des Affaires Etrangères.

« Néanmoins, la veuve ayant des enfants de son mari décédé ne peut pas exercer ce droit tant que

ses enfants n'auront pas l'âge de 18 ans révolus. Dans tous les cas, la femme qui, en vertu du présent article, redevient étrangère, n'aura le droit de posséder en Iran de biens immeubles que dans les limites du droit reconnu aux ressortissants étrangers. Dans le cas où la femme avait en sa possession des biens immeubles plus que les étrangers n'en ont le droit, ou si des biens de cette nature venaient à lui être transmis à titre successoral plus que les étrangers n'ont le droit d'en posséder, elle devra, dans l'année qui suit la perte de la nationalité iranienne, ou dans celle qui suit l'acquisition des immeubles à titre successoral, transférer à des sujets iraniens, par un moyen quelconque, la part en surplus. A défaut, ses biens seront vendus sous la surveillance du Procureur Impérial et le prix lui en sera remis, déduction faite des frais de vente. »

Sous quelles conditions et quelles formes la femme étrangère devenue Iranienne par l'effet du mariage peut, après le divorce ou la mort de son mari, répudier la nationalité acquise et quels effets en résulteront ?

1° D'abord le divorce. — En cas de divorce, pour qu'elle puisse se faire réintégrer dans sa nationalité d'origine, il faut qu'elle remplisse une condition : faire une déclaration écrite au Ministère des Affaires Etrangères. Faute d'accomplir cette formalité, elle conservera la qualité iranienne comme exactement au temps de son mariage, et profitera de tous les droits et intérêts y afférents. Cette formalité accomplie, elle redevient étrangère non pas de

la date de dissolution du mariage, mais de la date de déclaration.

Cette date peut donc jouer un rôle important dans ses rapports avec les lois iraniennes et les lois de son Gouvernement. La dissolution du mariage suivie de la déclaration n'a pas d'effet rétroactif. Elle a des effets pour l'avenir.

D'après l'article 5 du règlement administratif, elle doit adresser sa demande écrite (conformément au type 6) au Ministère des Affaires Etrangères. Sa signature et son identité doivent être constatées par la Préfecture de Police si elle habite en Iran, et par les représentants diplomatiques ou consulaires si elle habite l'étranger. La même formalité doit être accomplie en cas de mort du mari.

Selon nous, à la demande doit être aussi annexé l'acte de naissance, l'acte de décès ou de divorce et l'acte de mariage.

2° La mort. — En cas de décès du mari, si elle n'a pas d'enfants, le même effet se produira qu'au moment du divorce. La répudiation par une déclaration au Ministère des Affaires Etrangères lui enlève la qualité iranienne avec tous ses avantages. Elle redevient étrangère à la date de déclaration et non pas au moment du décès de son mari, sans avoir aucun effet rétroactif. Mais, si elle a des enfants, la loi attachant beaucoup d'importance à cette question, lui oppose des restrictions. Elle ne peut répudier la qualité iranienne tant que ses enfants ne sont pas parvenus à l'âge de la majorité qui, d'après la loi iranienne, est fixée à 18 ans ré-

volus. De toute façon, si elle recouvre sa nationalité d'origine, elle ne peut posséder de biens immeubles sauf dans les limites autorisées pour les ressortissants étrangers résidant en Iran (immeubles nécessaires à leur habitation et à l'exercice de leur profession ou industrie).

Rappelons que le législateur, dans l'intérêt de la famille, pour sauvegarder la communauté nationale, empêche provisoirement la veuve de profiter de son droit de recouvrer sa nationalité. Car il a bon espoir que, pour conserver cette unité et afin d'éviter des désaccords qui peuvent surgir par suite de la diversité de nationalités entre mère et enfants, elle renoncerait à ce droit en raison des délais qui entraîneraient des années.

En réalité, c'est une menace de la part du législateur dans l'intention de conserver l'unité familiale.

Si, malgré la volonté conciliatrice du législateur, la veuve, après la majorité de ses enfants, veut recouvrer sa nationalité d'origine, elle doit faire une déclaration écrite au Ministère des Affaires Etrangères. Ni la mort de son mari, ni la déclaration n'auront d'effet rétroactif. La veuve n'est regardée comme étrangère qu'à partir de la date de sa déclaration. Ajoutons que le législateur iranien, dans l'article 986 de la loi que nous venons de commenter, emploie l'expression « elle peu », ce qui veut dire que la répudiation n'est pas obligatoire. La femme étrangère a la faculté d'option entre la répudiation et la conservation de la nationalité iranienne. Remarquons enfin que le principe adopté

par notre législation, en cas de dissolution du mariage, est entièrement conforme au principe admis par la Conférence de Codification de La Haye de 1936 dont voici le texte :

« Après la dissolution du mariage, la femme ne recouvre sa nationalité antérieure que si elle en fait la demande et conformément à la loi de son ancienne patrie. Dans ce cas, elle perd la nationalité qu'elle a acquise à la suite de son mariage. Base de discussion N° 19. »

Enfin, d'après l'article 5 du règlement administratif relatif à l'exécution de la loi de nationalité, les femmes étrangères qui, conformément à l'article 986 du Code civil désirent recouvrer leur nationalité d'origine, doivent formuler une demande écrite (conformément au type 6) au Ministère des Affaires Etrangères. Leur signature, ainsi que leur identité, doivent être constatées par la Préfecture de Police si elles habitent l'Iran, par les représentants diplomatiques ou consulaires si elles habitent l'étranger. Il est préférable qu'à la demande soient annexés l'acte de divorce ou de décès, l'acte de mariage, l'acte de naissance de la femme.

SECTION IV. — *Bienfaits de la loi en faveur
de la femme iranienne qui épouse un étranger
ou de dénationalisation automatique
de la femme iranienne*

a) **Législation ancienne.**

L'article 11 de la loi du 7 août 1894 disposait purement et simplement que la femme iranienne

perd sa nationalité d'origine en épousant un étranger. Et, comme elle acquérait la qualité d'étrangère, elle ne pouvait, d'après l'article 12 de la même loi, posséder de biens fonciers ou des immeubles quelconques. Ses droits se limitaient à ce qui résultait des traités internationaux. La femme iranienne, mariée à un étranger, devenait donc, aux yeux de la loi, une étrangère ordinaire, par le seul effet du mariage. Cette qualité d'extranéité acquise par mariage ne lui était reconnue que pour l'avenir ; elle n'avait pas d'effet rétroactif. En cas de divorce ou de décès du mari, disposait l'article 11, § 2, la femme peut obtenir, sur sa demande, la réintégration dans sa nationalité iranienne. Mais le bénéfice de réintégration lui était interdit après un second mariage avec un étranger.

La veuve avait donc la faculté de recouvrer sa nationalité d'origine ou conserver sa nationalité étrangère. En cas de recouvrement, la loi lui exigeait une demande sans déterminer l'autorité compétente à laquelle elle devait s'adresser. Si elle recouvrait la nationalité iranienne, son effet n'était que pour l'avenir sans avoir aucun effet rétroactif.

b) Législation actuelle.

L'article 987 du Code civil stipule ainsi : « La femme iranienne qui épouse un étranger ne perd pas sa nationalité d'origine, à moins que la loi du pays dont le mari est ressortissant ne lui impose la nationalité de ce pays. »

« Toutefois, après la mort du mari ou le divorce, par une déclaration faite au Ministère des Affaires Etrangères en y joignant l'acte de décès ou

de divorce, elle sera réintégrée dans sa nationalité d'origine et jouirait de tous les droits et prérogatives qui y sont attachés. »

D'après ce qui précède, le mariage de la femme iranienne avec un étranger, en principe, n'a aucun effet sur sa nationalité. Elle la conserve au cours du mariage. Mais le législateur, dans un esprit de conciliatoir, pour éviter des conflits entre les lois, et pour conserver l'unité dans le nouveau foyer, défère aux lois du pays de son mari, si elles lui sont imposées. Elle garde sa nationalité d'origine, sous condition résolutoire. Si la loi du pays du mari ne lui est pas imposée, elle conserve purement et simplement sa nationalité d'origine et il n'y a aucune formalité pour en jouir. La mort du mari, ou le divorce même, dans ce cas, ne changent pas sa situation.

Examinons les conditions, les formes et les effets de cette acquisition dans le cas où la nationalité de son mari lui est imposée.

1° Conditions et formes :

Première condition : Présenter une simple déclaration au Ministère des Affaires Etrangères de l'Iran.

Deuxième condition : Elle doit joindre à sa déclaration les pièces justifiant la mort ou le divorce.

2° Effets de cette acquisition :

La réintégration de la femme dans sa qualité iranienne n'a aucun effet rétroactif ; elle n'est que pour l'avenir. A partir de la dissolution du mariage,

et la déclaration faite au Ministère des Affaires Etrangères, même si elle habite à l'étranger, la femme est considérée comme iranienne bénéficiant de tous les droits et possessions relatifs à cette qualité.

Pendant la période du mariage, où elle avait acquis la qualité d'étrangère, ses actes civils, son statut personnel, successoral, sa capacité pour conclure les contrats et ses engagements, etc..., auront été réglés d'après les lois du pays de son mari. Et, si elle a eu son domicile en Iran, ses droits seront limités à ceux qui sont reconnus dans les traités internationaux conclus entre le Gouvernement de son mari et le Gouvernement de l'Iran.

A l'article 987, deux remarques au moment du remaniement en 1936 ont été ajoutées, dont la première spécifie :

Si la loi du pays du mari permet à la femme de conserver sa nationalité ou de prendre la nationalité du mari, la femme iranienne qui veut opter pour la nationalité de son mari doit remplir les conditions suivantes :

- 1° Ecrire au Ministère des Affaires Etrangères ;
- 2° Demander l'autorisation de renoncer à la nationalité iranienne ;
- 3° Cette autorisation doit être justifiée par des raisons valables.

La dernière partie de la remarque ajoute : « on peut lui accorder cette autorisation ». Cette remarque nous fait apparaître deux réalités :

- 1° Le législateur persiste dans son idée de con-

server l'unité dans le nouveau foyer. Les raisons sérieuses sur lesquelles elle peut s'appuyer sont uniquement l'unité de famille en vue de l'unité de nationalité et les intérêts qui y sont attachés ;

2° Le législateur a tendance à lui maintenir, au moins, si elle le désire, une indépendance. C'est elle qui doit décider, selon ses intérêts familiaux, sans être soumise aveuglément à la volonté ou au caprice de son mari.

Il nous reste une chose à exprimer : dès que le Ministère des Affaires Étrangères a été saisi de la demande d'autorisation de renoncer à la nationalité iranienne, quelle autorité doit décider de cette question ? Est-ce que l'autorité compétente peut refuser l'autorisation ou non ?

Dans le silence de la loi et du règlement administratif, selon la tradition législative, c'est le Conseil des Ministres qui doit décider. Le Conseil des Ministres étant l'unique autorité compétente, il peut refuser l'autorisation, exclusivement dans le cas où les raisons de la demande d'autorisation de renoncer à la nationalité d'origine sont insuffisantes. En tout cas, l'autorisation conférée à la femme iranienne de renoncer à sa qualité d'origine lui fait acquérir la nationalité étrangère.

On peut se demander si cette autorisation lui fait acquérir la qualité d'étrangère permanente ou bien, si après la mort du mari ou le divorce, elle sera réintégrée de plein droit dans sa nationalité d'origine ? Cette autorisation n'a pas le caractère permanent. Le § 2 de l'article 987 lui est applicable

après la mort du mari ou le divorce, avec toutes ses prérogatives et ses droits.

Elle doit seulement formuler une demande au Ministère des Affaires Etrangères suivant le texte de l'article 987 susmentionné et l'article 6 du règlement administratif ainsi conçu :

« La femme iranienne qui suivant l'article 987 du Code civil en se mariant avec un étranger a acquis la qualité d'étrangère, après la mort de son mari ou le divorce, si elle veut réintégrer la nationalité d'origine, doit formuler sa demande (conformément au type 7) au Ministère des Affaires Etrangères. »

La deuxième remarque, faite à l'article 987, confère un autre avantage à la femme iranienne au moment où, soit par sa répudiation volontaire, au moyen d'une autorisation accordée par le Gouvernement iranien, soit par effet du mariage où la nationalité de son mari lui est imposée, qui acquiert la qualité étrangère peut conserver les biens immeubles qu'elle possédait à l'époque de la conclusion du mariage sans être obligée de les vendre. Un étranger, selon la tradition, ne peut posséder de biens immeubles en Iran, sauf dans les limites des traités internationaux. La femme iranienne, malgré qu'elle ait acquis la qualité étrangère, peut, par le bienfait de la loi, posséder des biens immeubles en dehors des limites du droit reconnu aux étrangers sous la condition qu'elle possédât ces biens lors de la conclusion du mariage.

La loi, en même temps qu'elle fait une conces-

sion à la femme iranienne, lui impose une restriction :

Elle rend ses biens intransmissibles à leurs successeurs étrangers ; ils n'auront pas le droit de posséder les biens, mais il faut décider, dans le silence de la loi, qu'ils auront le droit de profiter du prix des biens vendus sous leur propre surveillance.

Enfin, le dernier paragraphe de la Remarque dispose que l'article 988 n'est pas applicable aux femmes iraniennes devenues étrangères par l'effet de leur mariage. L'article 988 se rapporte aux sujets iraniens qui désirent répudier leur nationalité d'origine dont la loi exige certaines formes et conditions désignées dans le même article.

La femme iranienne ayant acquis sa qualité d'étrangère par le bienfait de la loi, elle est exempte de remplir les formalités exigées par l'article 988.

CHAPITRE VIII

ATTRIBUTION DE LA NATIONALITÉ PAR NATURALISATION

SECTION I. — *Notions théoriques*

a) Définition de la naturalisation.

On a défini la naturalisation de plusieurs façons. La naturalisation n'est, au sens strict du terme, qu'un des modes d'acquisition de nationalité ; on peut la définir : la concession particulière de la qualité de national faite par l'autorité compétente à un étranger qui la demande. En ce sens, la naturalisation supposant la demande implique la volonté, respecte forcément la liberté individuelle (1).

D'après cette définition, la nationalité est l'admission d'un étranger au nombre des nationaux d'un Etat. Elle n'est pas un droit ; elle est tout simplement une manifestation de faveur ou concession qui peut être refusée. L'Etat auprès duquel la demande est formulée, en cas d'acceptation de sa part, sous les conditions et formalités spéciales, fait en-

(1) Rép. de dr. int. pub. de MM. de La Pradelle et Niboyet, T.IX, p. 283.

trer l'étranger parmi ses nationaux. Donc, l'étranger qui manifeste l'intention d'acquérir la qualité d'une autre nationalité doit formuler une demande qui, selon le cas et suivant qu'on le juge convenable, peut être acceptée ou refusée. La naturalisation prend, dans ce cas, la forme d'un contrat synallagmatique intervenu entre l'étranger et l'Etat auquel il veut s'associer. Il faut, par suite, pour qu'elle soit accordée, le concours de deux volontés. De même que l'individu ne peut pas obliger l'Etat, ce dernier ne peut pas davantage imposer la nationalité à l'étranger qui ne la réclame pas.

« Mais il y a un autre procédé d'acquisition de la nationalité : l'Etat peut poser des règles générales, déclarer que tout individu qui, se trouvant dans une situation donnée, deviendra national ; c'est l'acquisition par bienfait de la loi. L'acquisition par bienfait de la loi est donc celle qu résulte, en principe, un droit, de l'accomplissement de certaines conditions prescrites de façon générale, par le législateur. Parmi les conditions légales peut figurer une manifestation expresse de la volonté de l'intéressé qui, le plus souvent, sera formelle et constituera une option positive ; nous dirons qu'il y a acquisition volontaire de nationalité par bienfait de la loi, la liberté de l'individu n'est évidemment pas atteinte. L'acquisition peut, au contraire, se réaliser sans qu'il soit besoin d'une telle manifestation de volonté, résulter d'une situation ; il y a alors acquisition automatique par bienfait de la loi. Toujours, du point de vue de l'individu, l'acquisition automatique, elle-même, comprend deux espèces

suivant que celui auquel elle s'applique a, dans un certain délai, la faculté de répudier la nationalité ainsi acquise ou, au contraire, n'a pas cette faculté ; au premier cas, le principe de la liberté négative de changement de nationalité est observé, l'absence de répudiation est la preuve que l'acquisition automatiquement réalisée est conforme aux intentions de l'intéressé, tout au moins n'y est pas absolument contraire ; au deuxième cas, seulement, il y a violation de la liberté de nationalité dans sa forme actuellement étudiée. La doctrine condamne, en général, une telle violation : L'International Law Association exige parmi les conditions de naturalisation, en prenant ce nom comme synonyme d'acquisition, la demande de la personne majeure naturalisée. De même, celle de l'Association Japonaise de Droit International est ainsi rédigée : « Un Etat donc ne peut imposer sa nationalité à des étrangers contre leur volonté pour cette raison qu'ils ont leur résidence même permanente dans son territoire » (2).

Dans le monde moderne, l'usage en est universellement admis. Tous les Etats ont intérêt à recevoir parmi leurs ressortissants certains étrangers dont les talents et les industries peuvent être utiles. Il faut vraiment choisir ceux qui sont utiles au pays, non seulement économiquement, mais au point de vue de l'ordre public. La naturalisation étant une question à ce point importante, elle touche la base de la vie d'une nation.

La naturalisation, comme la nationalité elle-

(2) Rép. de dr. int. pub. de MM. de La Pradelle et Niboyet, T.IX, n° 79-80, p. 289.

même, est donc un acte de souveraineté réservée à la compétence absolue et exclusive de chaque Etat.

Les règles de naturalisation étant posées par le pouvoir législatif, elles sont appliquées par le pouvoir exécutif. Et c'est lui qui doit statuer sur la demande de naturalisation. L'acceptation d'un étranger parmi les nationaux joue un rôle extrêmement important au point de vue social, politique, économique. C'est pour cela que les Etats, pour sauvegarder leurs intérêts, instituent des règles sévères et importantes.

Cette réglementation change selon les intérêts des pays. De là, la variété des lois et des règles qui est la source fondamentale des conflits graves internationaux.

Voici ce qu'écrit M. Bourbousson (E.) en matière de naturalisation dans son *Traité Général de la Nationalité dans les Cinq Parties du Monde* : « Le problème de la naturalisation a pris au cours du *xx^e* siècle une importance considérable à la suite d'une interdépendance économique de plus en plus grande entre les Etats. Les échanges des idées devinrent tels que l'individualisme réussit partout à triompher. L'idée de patrie semblait même succomber devant l'idée de personnalité : de là un courant si marqué qui entraînait tout individu expatrié vers le refuge que lui offrait dans un décor attirant la naturalisation. Cette institution, en effet, trouve son origine, non dans l'existence des sociétés, mais bien dans leur politique économique. La naturalisation était tout à fait ignorée du monde ancien. »

b) Liberté de changer de nationalité.

En matière de changement de nationalité, les droits, très larges des Etats, sont, en effet, limités par les droits des individus. La liberté de nationalité, généralement affirmée en doctrine, comme une exigence du droit naturel, est consacrée par un assez grand nombre de droits positifs (3).

L'Institut de Droit International en 1895 et 1896 à Cambridge et Venise a voté le principe suivant :

« Nul ne doit être sans nationalité ; nul ne peut avoir simultanément deux nationalités ; chacun doit avoir le droit de changer de nationalité. La renonciation pure et simple ne suffit pas pour faire perdre la nationalité. Il en est de même des règles de session de Stockholm » (4).

Le droit à la naturalisation a été aussi reconnu par l'Institut à la session de New-York en 1930.

Quelle est la nature de ce droit individuel ?

Si l'on reconnaît à l'individu la qualité de sujet du droit international, la capacité d'avoir des droits, et d'être tenu d'obligation du droit des gens, la personnalité juridique internationale, on peut soutenir que la liberté de changement de nationalité, ayant valeur dans la communauté juridique des Etats, est une liberté reconnue à l'individu par le droit des gens.

(3) Rép. de dr. int. pub. de MM. de La Pradelle et Niboyet, T. IX, p. 277.

(4) Rép. de Dr. Int. Pub. de MM. de La Pradelle et Niboyet, T. IX, p. 248 et suiv.

La liberté de changement de nationalité peut être considérée comme une liberté de droit public national, comme un droit de l'individu contre son propre Etat. Mais le fondement de ce droit n'est pas uniquement de droit interne ; il est aussi, pour partie, de droit des gens : dans ce dernier se trouve, au moins, l'obligation naturelle pour chaque Etat de reconnaître à ses sujets cette liberté et de la respecter pour les sujets des autres (5).

Au système de la liberté du changement de nationalité s'oppose celui de vasselage ou allégeance perpétuelle, d'après lequel un individu ne peut, en principe, abandonner la nationalité qu'il possède, garde cette nationalité même quand il en acquiert une autre, quand il se fait naturaliser dans un pays étranger : *Semel civis, semper civis*. Ce système a été longtemps la règle dans de nombreux Etats, en particulier dans les pays anglo-saxons (6).

Ayant pris connaissance de la définition, de la doctrine et des résolutions des corps savants au sujet de la naturalisation, voyons maintenant les méthodes acceptées dans ce but, par la législation iranienne, ainsi que les formes, les conditions, les effets et les caractères de la naturalisation.

(5) Rép. de Dr. Int. Pub. de MM. de La Pradelle et Niboyet, T. IX, p. 277.

(6) Rép. de Dr. Int. Pub. de MM. de La Pradelle et Niboyet, T. IX, p. 277.

SECTION II. — *Législation ancienne*

La loi du 7 août 1894 admettait deux sortes de naturalisations pour les étrangers : celle qui est applicable aux étrangers nés sur territoire iranien, sans accomplir aucune formalité, sauf la condition d'être majeur (l'âge de puberté d'après l'article 2 de la même loi). Celle qui résulte de l'article 3 de cette loi. Cet article déterminait certaines conditions à remplir par un étranger sollicitant la nationalité iranienne. Voici ces conditions :

- 1° Etre majeur ;
- 2° Résidence de cinq ans consécutifs en Iran ;
- 3° Ne pas être déserteur ;
- 4° Ne pas avoir été condamné pour aucun crime.

La résidence n'était même pas exigée, exceptionnellement, de l'étranger sollicitant la naturalisation iranienne, d'après l'article 4 de la même loi, si le Gouvernement juge à propos d'accorder cette qualité.

L'article 7 de la loi déclarait formellement que la demande des femmes étrangères, mariées aux étrangers pour acquérir la qualité iranienne, ne pourrait être admise qu'avec leur mari en remplissant les dispositions législatives relatives à la naturalisation.

Point important : cette loi ne déterminait pas

la limite des droits et prérogatives de cette qualité ; l'étranger était admis purement et simplement dans la société iranienne jouissant de tous les droits et intérêts y attachés.

Quel effet aurait eu cette naturalisation sur la femme du naturalisé ainsi que sur ses enfants majeurs et mineurs ? Il subsiste à ce sujet une foule de lacune que nous négligeons.

Nous verrons ci-dessous que cette loi ne répondant plus aux besoins du moment, parce que les conditions politiques, économiques et sociales sont sensiblement modifiées. Aussi le Gouvernement de Sa Majesté Impériale Pahlavi, attachant beaucoup d'importance au problème de naturalisation ainsi qu'à nos autres besoins sociaux, a-t-il édicté à ce sujet de vastes mesures répondant aux besoins et aux intérêts du pays.

SECTION III. — *Législation actuelle*

Si l'on examine avec soin les dispositions des articles du Code Civil relatifs à la naturalisation, on voit clairement que deux sortes de naturalisations ont été admises : une naturalisation générale et une naturalisation particulière pour les étrangers dignes d'intérêt.

1° Naturalisation générale.

La naturalisation générale donne accès à la nationalité iranienne à tous les étrangers remplissant

les conditions requises par la loi. Par la naturalisation particulière, un groupe d'individus, ayant certaines qualités désignées par la loi, peut acquérir la qualité iranienne sans avoir obligation d'accomplir toutes les conditions et formalités. Examinons les conditions, les formes, les effets et les caractères de naturalisation générale.

a) Conditions.

Pour qu'un étranger, d'après les dispositions de l'article 979 du Code Civil, puisse acquérir la qualité iranienne, il doit remplir les conditions suivantes :

- 1° Avoir atteint l'âge de 18 ans révolus ;
- 2° Résider en Iran, pendant cinq ans consécutifs ou alternatifs ;
- 3° N'être pas déserteur ;
- 4° Ne pas être condamné, dans aucun pays, pour délit grave ou crime non politique (crime de droit commun).

D'après l'article 983 du Code Civil, N° 2, l'étranger doit faire constater qu'il possède une fortune suffisante ou exerce une profession déterminée pour assurer son existence. Donc, la réunion de quatre conditions pour obtenir la nationalité iranienne est indispensable, savoir : capacité, résidence, moralité, moyens d'existence matérielle et morale.

1° Capacité :

Un étranger, pour qu'il puisse valablement obtenir la nationalité iranienne, doit être majeur, non

pas d'après la loi de son pays, mais selon la loi iranienne qui a fixé l'âge de majorité à 18 ans révolus (art. 979, N° 1).

Par conséquent, la demande d'un étranger mineur frappé d'incapacité n'est pas admise même si la loi de son pays aurait fixé l'âge de majorité, par exemple, à 17 ans. D'après le principe de Droit International, un individu, au point de vue de la capacité, doit être régi par sa loi nationale. Ce principe a été aussi prévu dans l'article 7 du Code Civil iranienne. C'est donc une dérogation à la règle du droit international et même à la loi votée par le Pouvoir Législatif iranien que la loi relative à la naturalisation veut subordonner les étrangers à la loi iranienne. La vérité c'est que l'acte de naturalisation étant un acte de souveraineté, ce serait une violation des règles de l'indépendance et de la souveraineté de l'Etat iranien de faire dépendre cet acte de l'agrément et de dispositions des lois d'un autre Etat. Il faut ajouter que ce principe de souveraineté de chaque Etat, dans les limites de son territoire, a été maintes fois affirmé et confirmé par le Droit International.

En tout cas, il faut admettre qu'en cas de silence de la loi iranienne, à l'égard de capacité du sollicitant, le principe de droit international était appliqué.

2° Résidence :

La deuxième condition requise par la loi est une condition de résidence : « Peuvent obtenir la qualité iranienne les individus qui ont résidé en

Iran pendant cinq ans consécutifs ou alternatifs » (alinéa 2 de l'article 979). Pendant cette période de cinq ans, l'étranger sera suffisamment connu par la population et les autorités locales du lieu où il réside. Il doit faire preuve de bonne vie et mœurs pendant ce laps de temps. C'est, en réalité, une condition d'appréciation du point de vue de ses relations, de ses engagements personnels et de sa manière d'agir dans la société iranienne ; enfin, son attachement et ses sentiments à l'égard du pays. Il y a encore, dans cette obligation de résidence, une autre raison logique du point de vue du Droit International. Un Etat doit respecter les droits des autres Etats et éviter d'introduire les ressortissants des autres Etats parmi ses nationaux sans aucun lien ou prétexte légal. A défaut, il subira des représailles de la part des autres Gouvernements. La conséquence de cette négligence au détriment du droit des autres pays engendre des conflits internationaux continuels qu'il faut éviter, en raison de la gravité de ses conséquences. Et c'est pour ce motif que la condition de résidence est exigée par le droit positif de la plupart des pays. La doctrine aussi attache une grande importance au problème de résidence. L'Institut de Droit International s'est tenu, en 1928, à cette limitation. La même solution se trouve dans l'article 4 de la loi-type de l'International Law Association ; la base de discussion N° 6 du Comité des Experts de la S.D.N. la conserve formellement.

La seule chose critiquable dans l'obligation de résidence d'un étranger pour acquérir la nationalité iraienne est l'exécution de résidence alternative.

Cette clause fausse le but de la loi ; non seulement les autorités locales ne parviennent pas à bien connaître l'individu, mais la valeur de ses séjours entrecoupés qui apparaissent comme une présomption réelle de l'attachement au pays est aussi diminuée. Voici ce qu'écrit à ce sujet M. Moazzami dans sa thèse de doctorat : « La force de cette présomption diminue parce qu'on reconnaît aux étrangers la faculté de résider cinq ans consécutifs ou non. Ainsi, on laisse place à des intermittences d'absence et de présence. Il suffit, par exemple, à un étranger de venir séjourner quelques jours de temps à autre en Iran pour se croire en situation de demander la naturalisation. Cet abus fausserait la loi et diminuerait l'efficacité probatoire de la présomption d'attachement que constitue la résidence. »

Cette incertitude n'est pas sans inconvénient, elle n'est pas sans risque pour l'Etat qui, ayant accordé la naturalisation, n'en retirerait pas les avantages escomptés. De là résulte la nécessité de fixer la durée de la résidence en toute certitude.

3° Moralité :

En dehors des conditions d'âge et de résidence, le législateur, pour accorder la nationalité iranienne aux étrangers qui veulent l'acquérir, exige deux conditions de valeur morale, fort importantes. Elles définissent catégoriquement la situation sociale d'un étranger quant à la façon dont il a rempli ses devoirs envers sa mère patrie, ce qui est un garant de la façon dont il servira sa nouvelle patrie et du respect des droits, non seulement de ses compatriotes,

mais de la société humaine. Ces deux conditions morales sont désignées dans les alinéas 3 et 4 de l'article 979 qui disposent ainsi :

« Peuvent acquérir la nationalité iranienne ceux qui ne sont pas déserteurs et ceux qui n'ont pas été condamnés dans d'autres pays pour délit grave ou crime non politique. » Le sollicitant ne doit donc pas être déserteur ; il ne doit pas exiger la nationalité iranienne pour échapper au service militaire de son pays. Celui qui n'a pas rempli ses devoirs envers sa patrie n'est pas l'homme en qui on puisse se fier, car il agira de même envers sa nouvelle patrie. Il est indigne, ayant manqué à ses devoirs, d'être accepté dans la famille iranienne. En même temps, si le sollicitant est un criminel, un assassin qui veut vivre en marge de la société, il doit être débouté de sa demande. On aperçoit clairement que, par ces deux conditions, le législateur tient à faire introduire dans la société iranienne des individus calmes, honnêtes et utiles au pays, remplissant les devoirs et obligations qu'ils doivent à leur patrie ; et à repousser ceux qui manquent de ces qualités.

Il faut remarquer aussi que la loi, dans l'alinéa 4, mentionnée ci-dessus, exige que le sollicitant ne soit pas condamné au crime non politique, c'est-à-dire qu'il ne soit pas condamné au crime de droit commun. Par conséquent, le législateur iranien n'attache aucune importance au condamné politique : leur demande pour acquérir la nationalité iranienne serait acceptée.

4° Moyens d'existence :

Cette clause n'est pas désignée parmi les principales conditions énumérées dans l'article 979. Au moment où le sollicitant veut remettre sa demande au Ministère des Affaires Etrangères, d'après les dispositions de l'article 983, parmi certains actes qu'il doit annexer, se trouve l'attestation émanant de la police locale qui fait constater « une fortune suffisante ou l'exercice d'une profession déterminée pour assurer son existence ». Par cette clause accessoire, la loi ne cherche pas un riche ; elle veut refuser les vagabonds, les indigents, et recevoir ceux qui ont un bien, une somme suffisante ou connaissent une industrie, un art dont l'exploitation peut assurer leur vie. Un individu qui, pendant cinq ans de séjour, a fait preuve de bonnes vie et mœurs est sans doute un travailleur gagnant sa vie par ses propres moyens, et qui n'est pas à la charge de la société ; c'est pour cette raison que le législateur a mis cette clause parmi les conditions accessoires.

b) Forme de la naturalisation générale.

L'étranger qui veut obtenir la nationalité iranienne doit présenter sa demande de naturalisation au Ministère des Affaires Etrangères, soit directement, soit par l'intermédiaire du Gouverneur ou Gouverneur Général (article 983 du Code). Il doit y annexer : 1° une copie certifiée conforme des actes constatant l'identité du postulant, de sa femme et de ses enfants ; 2° un certificat émanant de la

police portant détermination de la durée du séjour du postulant en Iran ; attestation de l'inexistence de mauvais antécédents à sa charge et enfin constatation qu'il possède une fortune suffisante, ou qu'il exerce une profession déterminée, pour assurer son existence.

Le Ministère des Affaires Etrangères complètera, s'il y a lieu, les informations relatives à la personne du postulant et présentera le tout au Conseil des Ministres afin que celui-ci prenne la décision qu'il appartiendra quant à l'acceptation ou le rejet de la demande. Si la demande est acceptée, on délivrera au postulant l'acte de naturalisation. Nous entendons par les actes constatant l'identité du postulant, de sa femme et de ses enfants, l'acte de naissance du postulant lui-même et de ses enfants, ainsi que l'acte de mariage. L'acte de naissance du postulant et de ses enfants a une grande importance. Car c'est par ces actes qu'on peut distinguer que le postulant a 18 ans révolus ou non, condition exigée par la loi ; que ses enfants sont majeurs ou mineurs ; enfin, l'influence que peut avoir la naturalisation sur eux.

La remise de ces actes est donc indispensable. La loi, pour l'individu qui veut se faire naturaliser, exige certaines conditions d'aptitudes déterminées par l'article 979. Elle en exige aussi d'autres désignées dans l'article 983 cité ci-dessus. La certitude des conditions déterminées dans l'article 979 (déserteur, condamnation pour délit grave ou crime de droit commun) ne peut être subordonnée à un certificat délivré par le pays d'origine du postulant, car

ce pays ne consentira pas à délivrer un tel certificat qui tendra à le priver d'un de ses ressortissants.

Ces conditions résulteront donc de présomptions réelles et valables. Ces présomptions sont confirmées dans l'article 981 du Code Civil qui dispose : « Au moment où il est découvert que le sollicitant aurait manqué à ces conditions, il sera d'après cet article déchu de la nationalité iranienne. Il n'y a donc aucune garantie préalable à la certitude de ces conditions. Mais la preuve d'âge et de résidence doivent être préparées par le sollicitant lui-même. Pour la preuve d'âge, il doit montrer son acte de naissance, et, pour la résidence, le certificat des autorités locales qu'il a résidé cinq ans en territoire iranien. Il faut encore l'attestation qu'il possède une fortune suffisante ou une profession déterminée. Quant à l'attestation de l'inexistence de mauvais antécédents émanant de la police, nous entendons par cette expression le casier judiciaire de l'individu depuis qu'il a résidé en Iran. Celui-ci peut être délivré par la Police ou les autorités judiciaires du lieu où habitait le sollicitant. Le dossier complet doit être accompagné d'un rapport indiquant que les formalités exigées par la loi sont remplies ; en tout cas, c'est le gouvernement qui dit le dernier mot. En cas d'acceptation de la demande du postulant, il délivre l'acte de naturalisation. Mais, s'il refuse, le sort de l'étranger n'est pas déterminé. Le refus ne peut avoir qu'une raison politique ou économique pour laquelle le Gouvernement jouit d'un pouvoir discrétionnaire.

Le sollicitant débouté de sa demande doit-il

continuer son existence en Iran ou être expulsé ? Cela dépend aussi de la décision du Gouvernement.

Voici le texte des articles du règlement administratif relatif aux demandes de l'acquisition de naturalisation iranienne que les postulants doivent exécuter :

Art. 2. — Les demandes d'accession à la nationalité iranienne énoncées dans les articles 979 et 983 du Code Civil, doivent être formulées sur papier timbré de 5 ryals (conformément au type 3). A la demande doivent être annexés : 1° deux photos du postulant ; le certificat de la Préfecture de Police (conforme au type 4) concernant : a) la détermination de la durée de séjour du postulant en Iran ; b) attestant que le postulant n'a subi aucune condamnation pour un délit grave ou crime non politique ; c) la détermination de la situation de fortune ou la profession du postulant. Cette situation doit correspondre, au moins, à 1.000 ryals, ou à une profession légitime dont le profit mensuel ne serait pas inférieur à 500 ryals.

Art. 3. — Le Ministère des Affaires Etrangères, après avoir étudié les documents ci-dessus mentionnés, et reconnu que le sollicitant a rempli les conditions légales pour acquérir la nationalité iranienne, proposera son admission au Conseil des Ministres. Si la demande est acceptée, l'acte de naturalisation iranienne (conforme au type 5) lui sera délivré après avoir été timbré de 250 ryals.

Ce qui est remarquable dans l'article 2 du rè-

glement, c'est le certificat de la police constatant que le postulant n'a été condamné pour aucun délit grave ou crime de droit commun. La police peut simplement attester que, pendant son séjour en Iran, il n'a pas commis une infraction. Cela est de son ressort habituel, mais pour le passé, à l'époque où le postulant habitait dans son pays d'origine, elle n'a que la parole du postulant.

D'après l'article 4 du règlement, les officiers de l'état civil, en tenant compte de l'acte de naturalisation et les dispositions y relatives, délivreront l'acte de l'état civil au titulaire, ainsi qu'à sa femme et à ses enfants, dont le nom, en conformité des articles 984 et 985, est indiqué au verso. Ils feront mention du numéro et de la date de l'acte dans les registres publics.

c) Les effets de la naturalisation.

La naturalisation agit, tantôt sur la personne du naturalisé, tantôt sur sa famille ; et la famille du naturalisé comprend : sa femme, ses enfants majeurs et mineurs.

1° Les effets de naturalisation sur la personne du naturalisé.

La naturalisation entraîne :

a) des droits ; b) certaines incapacités ; c) des obligations pour le naturalisé.

Les droits et les incapacités sont prévus par la loi ; les obligations se produisent *ipso facto* ; elles

sont le résultat direct et immédiat de la naturalisation.

a) Les droits.

L'article 983 du Code, pour faire bénéficier l'étranger des bienfaits de la naturalisation, lui accorde deux périodes :

Période d'essai, période d'assimilation.

Période d'essai : dans cette période, le naturalisé profite immédiatement de certains droits et privilèges reconnus aux nationaux. Il peut être électeur pour le Corps Législatif, les Conseils Généraux ; nommé Fonctionnaire d'Etat et profiter de toutes les lois, des règlements et des garanties y relatives ; être propriétaire de biens fonciers ; adhérer à toutes les sociétés civiles et commerciales ; exercer la profession d'avocat, de médecin, etc., etc...

Période d'assimilation : Le naturalisé, pour jouir de la plénitude des droits reconnus aux citoyens, doit attendre dix ans ; pendant cette période, le pays se rendra exactement compte de ses sentiments, de son attachement à la patrie, et de l'influence morale que le milieu aura exercé sur lui. Le législateur, pour que le naturalisé puisse jouir du droit d'éligibilité et s'associer enfin à la politique générale et au sort du pays, juge nécessaire et prudent d'exiger de lui un long stage de dix ans. A partir de cette date, il peut être élu membre du Corps Législatif, membre du Conseil Général, et peut être aussi nommé fonctionnaire du Ministère des Affaires Etrangères.

b) Les incapacités.

Le naturalisé subit certaines incapacités du genre politique. Il ne peut à perpétuité être nommé Ministre, Gérant de Ministère, Représentant diplomatique à l'étranger. Il peut donc être sous-secrétaire d'Etat à un Ministère et nommé Consul. C'est une prudence excessive qui a inspiré le législateur. Car, du moment que le naturalisé peut être élu au Corps Législatif, s'il est un homme capable et s'il acquiert une dignité dans l'Assemblée Nationale, est nommé par exemple Chef d'un Parti, surtout dans le régime parlementaire, il peut peser non seulement sur la nomination d'un Ministre ou d'un Diplomate, mais aussi sur la nomination du Président du Conseil, en somme sur la politique générale du pays.

En tout cas, nous nous inclinons devant cette disposition législative qui a été instituée au profit des hauts intérêts du pays.

c) Les obligations.

Les devoirs sont parallèles aux droits. De même que le naturalisé jouit de tous les avantages du pays, il doit s'associer à ses charges et à ses chagrins. La jouissance de tous les biens du pays lui impose forcément des devoirs dont le plus important est la défense du sol ; il doit ce service au pays ; c'est le résultat de son lien matériel et moral. Le service militaire est un droit sacré, mais avec un caractère d'évidence : même si le naturalisé ne le remplit pas

de tout cœur, la loi étant applicable à tous, sans exception, le lui imposera inévitablement. Mais il y a un devoir non apparent que lui dictent sa conscience et son honneur. C'est l'observation rigoureuse des prescriptions de la morale : considération des hauts intérêts du pays ; l'obéissance aux lois, respect des instructions nationales, hommage à l'ordre public et, enfin, fidélité et loyalisme à tout ce qui lui enseigne la morale à l'égard du pays.

2° Les effets de la naturalisation sur la femme du naturalisé.

L'article 984 du Code reconnaît, en principe, dès l'acte de naturalisation, à la femme du naturalisé, la qualité iranienne. Mais elle pourra dans un délai d'un an, à dater de la naturalisation de son mari, opter pour la nationalité d'origine de celui-ci. Cette manifestation de la volonté sera admise par une demande écrite au Ministère des Affaires Etrangères. C'est une préemption, si la demande n'était pas formulée dans ce délai, la femme serait déchue de ses droits et elle resterait Iranienne. Le législateur attache beaucoup d'importance à la libre volonté de la femme ; il respecte ses sentiments et même ses intérêts en y conférant le droit d'option.

« Pour la femme mariée, au cas de changement de la nationalité de son mari au cours du mariage, on comprend que s'affirme la tendance à lui maintenir, au moins si elle le désire, sa nationalité antérieure. Au fur et à mesure que se réalise son émancipation, il semble plus difficile et plus injuste de la soumettre sur une telle question à la volonté,

à l'intérêt ou au caprice de son mari. L'Institut de Droit International, dans ses Résolutions de 1896, admet qu'elle changera de nationalité avec son mari, et comme lui, mais « sauf le droit... de recouvrer sa nationalité primitive par une simple déclaration ».

La base de discussion N° 18 du Comité des Experts de la S.D.N. soutient que « la naturalisation du mari au cours du mariage n'entraîne pas le changement de nationalité pour la femme que du consentement de celle-ci » (7).

La législation iranienne se conforme ainsi entièrement au principe admis par les Corps savants ; elle respecte l'interdépendance et la volonté de la femme, et c'est dans ce but qu'on lui accorde un délai d'un an pour opter.

Quelle est la situation de la femme au point de vue de ses droits civils, ainsi que son statut personnel et réel pendant le délai d'un an si elle n'a pas encore répudié la nationalité iranienne ?

Puisqu'elle a acquis la nationalité iranienne, *ipso jure*, par le seul effet de la naturalisation, elle la conserve sous une condition résolutoire. Elle se prévaut, dans ce cas, par le bienfait de la loi, d'un droit et ce droit lui confère tous les privilèges qui y sont attachés.

Sa situation pendant ce délai ressemble à celle d'une Iranienne. Quant à sa situation pendant tout le mariage, elle lui permet, selon notre avis, de se

(7) Rép. de Dr. Int. Pub. de MM. de La Pradelle et Ni-boyet, T. IX, p. 302.

prévaloir seulement de tous les droits et prérogatives accordés à son mari, tant que dure le mariage.

Supposons qu'après l'obtention de l'acte de naturalisation, la femme ne répudiant pas la qualité d'iranien, elle l'acquerra par le bienfait de la loi. Si, dans l'intervalle, par exemple, le droit d'éligibilité est conféré aux femmes iraniennes, elle ne peut se prévaloir de ce droit que dix ans après la naturalisation. Mais si, pendant ce laps de temps, le mariage vient à être dissous, elle acquiert son indépendance et elle se trouve libérée de toute subordination.

3° Effets de la naturalisation sur l'enfant mineur.

L'enfant mineur d'un père naturalisé, d'après le même article 984, devient Iranien par l'acte de naturalisation. Il a aussi la faculté d'opter pour la nationalité antérieure de son père. La base de discussion N^{os} 7, 8 et 9 du Comité des Experts de la S.D.N. est aussi dans le même sens : « La naturalisation des parents fait acquérir à ceux de leurs enfants, s'ils sont mineurs, d'après la loi de l'Etat qui accorde la naturalisation, la nationalité de cet Etat. La loi d'un Etat peut déterminer les conditions auxquelles est subordonnée dans ce cas l'acquisition de sa nationalité. Dans le cas où la loi d'un Etat n'étend pas les effets de la naturalisation des parents à leurs enfants mineurs, ceux-ci conservent leur nationalité. »

La durée pendant laquelle l'enfant naturalisé par le bienfait de la loi a la faculté de répudier la

nationalité iranienne, n'est que d'un an ; elle commence à l'âge de la majorité qui est de 18 ans révolus. Pendant ce temps, c'est-à-dire à l'âge de 19 ans, il peut répudier la nouvelle nationalité de son père, en faisant une déclaration au Ministère des Affaires Etrangères. Il doit y annexer, s'il est du sexe masculin, une attestation de son Gouvernement d'origine qui le reconnaîtrait comme son ressortissant. Par ces dispositions, la loi fait hommage à ses sentiments et lui accorde la liberté d'agir à sa volonté, suivant que lui dictent sa conscience et ses opinions politiques, sans suivre aveuglément les pensées et les caprices de son père.

Pourquoi doit-il annexer, à la déclaration, l'attestation du Gouvernement de son père, et pourquoi la loi est-elle silencieuse pour cette annexe au sujet du sexe féminin ?

Il est probable que l'ancien Gouvernement de son père, pour des raisons politiques, aurait refusé d'accepter l'enfant du naturalisé parmi ses nationaux. C'est pour éviter cette vraisemblance et ne pas laisser cet enfant sans patrie, qu'il doit acquérir le consentement préalable du Gouvernement de son père. Il y a encore une autre raison pour laquelle il doit annexer cette attestation : c'est pour déjouer les calculs de celui qui décline la nationalité iranienne afin de se soustraire au service militaire en Iran comme dans l'ancienne patrie de son père. S'il est admis parmi les nationaux de son ancien Gouvernement, il répondra à son appel sous les drapeaux ; et s'il ne décline pas la nationalité iranienne, il le subira dans le territoire iranien.

Jamais il ne réussira à se dérober au service militaire. Quant à l'enfant du sexe féminin, d'après les dispositions de la loi, devenu Iranien par l'effet de l'acte de naturalisation, il pourrait, à l'âge de majorité, décliner la nationalité iranienne et opter pour sa nationalité d'origine en formant aussi une demande au Ministère des Affaires Etrangères, sans qu'il soit nécessaire d'y annexer l'attestation demandée au sexe masculin. Voici les raisons de cette exception : D'abord, elle n'a pas obligation légale à ce sujet. Même si elle peut ajouter à sa demande le certificat exigé du sexe masculin.

2° Elle peut être admise avec moins de difficulté parmi les ressortissants de son ancien Gouvernement qu'un individu du sexe masculin ; les motifs relatifs au sexe masculin perdent de leur importance avec le sexe féminin.

3° Le service militaire n'est pas en jeu.

4° Point important : si elle se marie, soit avec un étranger, soit avec un de ses nationaux, l'intérêt d'avoir une nationalité indépendante ne se présente plus. Par conséquent, on ne peut trouver aucune idée dans les dispositions de la loi de laisser l'enfant du sexe féminin sans patrie.

4° L'effet de naturalisation sur l'enfant majeur.

La naturalisation du père ne produit aucun effet quant à la nationalité des enfants qui, à la date de la naturalisation, avaient déjà atteint l'âge de 18 ans révolus (art. 985). L'acte de naturalisation

non seulement n'a aucun effet sur la situation sociale des enfants majeurs, mais il interrompt le lien juridique existant entre le père et l'enfant majeur. Il les met dans le cas d'extranéité. Père et fils, unis par les mêmes lois, les mêmes statuts et enfin les mêmes normes, se séparent juridiquement. Chacun conserve sa nationalité malgré le lien familial. C'est aussi le respect de l'indépendance individuelle qui empêche l'acte de naturalisation de produire certains effets sur les enfants majeurs.

Il faut signaler, aussi, que le critérium de la majorité n'est pas la loi du pays natal mais la loi iranienne. L'enfant du naturalisé qui, à la date de naturalisation, aurait été majeur à 17 ans, par exemple, d'après les lois de son pays, serait considéré comme mineur selon la loi iranienne, et subirait le sort des enfants mineurs déterminé dans l'article 984. Il faut remarquer que, probablement, l'enfant majeur, en vertu d'un lien familial et des sentiments paternels, se montrera désireux de rallier à la nationalité iranienne ; la loi, malgré la naturalisation de son père, ne lui accorde aucun privilège, aucune facilité pour qu'il puisse l'acquérir. Il doit recourir à la procédure de naturalisation et remplir toutes les conditions et formalités exigées par la loi.

Selon notre avis, si l'enfant majeur du naturalisé accomplissait les conditions suivantes, on pourrait lui conférer la nationalité iranienne : 1° ne pas être déserteur ; 2° ne pas être condamné pour délit grave ou crime de droit commun ; 3° exercer une profession ; 4° avoir résidé deux ans en Iran.

d) Caractères de la naturalisation générale.

La naturalisation a deux caractères principaux :

Premier caractère. La naturalisation n'est pas rétroactive, elle ne produit d'effet que pour l'avenir ; jusqu'à la date de l'acte de naturalisation, le naturalisé avait le caractère d'un étranger ; il jouissait exclusivement des droits affectés aux étrangers dans les Traités Internationaux et les codes civils et commerciaux ainsi que par d'autres lois. L'individu naturalisé, à partir de l'acte de naturalisation, aura la jouissance de certains droits politiques et civils attribués aux nationaux. Et c'est ainsi qu'à partir de cette époque, les lois de capacité de son pays n'auront plus à être appliquées.

Deuxième caractère. La thèse acceptée par la législation iranienne est l'autonomie individuelle ; la naturalisation est absolument propre à l'individu. Dès qu'un étranger naturalisé est admis parmi les nationaux, sa femme, dans un délai d'un an, à dater de l'acte de naturalisation, et les enfants mineurs dans un même délai à dater de l'âge de 18 ans révolus, auront la faculté d'agir selon leur volonté et d'opter pour la nationalité d'origine. Elle n'a même aucun effet sur les enfants majeurs. L'effet de la naturalisation sur la femme et les enfants mineurs n'a pas d'efficacité juridique pouvant les priver de leur liberté d'action ; elle n'est qu'une condition résolutoire. Toutefois, malgré les divergences qui se produiront probablement entre les membres d'une famille, grâce à la diversité dans la

nationalité, ce système est le plus libéral et le plus logique au point de vue de l'individualisme. Un individu n'impose pas ses tendances ni ses intentions aux autres.

11° La naturalisation particulière.

Le deuxième système de naturalisation admis par la loi iranienne est une naturalisation qui appartient en propre à certaines personnes ; il implique : 1° les individus âgés de 18 ans révolus, n'étant pas déserteurs ni condamnés pour délit grave et crime de droit commun, ayant séjourné cinq ans en pays étranger pour le service de l'Etat iranien, peuvent acquérir la nationalité iranienne (article 979 du Code, dernier alinéa).

Le séjour de cinq ans à l'étranger pour le service du Gouvernement iranien est assimilé à la résidence en Iran. Cette condition réalisée, l'étranger au service de l'Etat, pour acquérir la nationalité iranienne, n'a qu'à recourir à la procédure de naturalisation générale et se conformer aux prescriptions de la loi.

2° Ce sont les personnes déterminées dans l'article 980 du Code, si elles réunissent toutes les conditions exigées par la loi, à l'exception de leur résidence, elles seront admises à la nationalité iranienne. Le législateur, voulant faciliter à certains étrangers l'acquisition de la nationalité iranienne, a été amené à supprimer l'obligation de cinq ans de résidence. Les étrangers exempts de la condition de résidence sont : a) les personnes qui ont rendu des

services considérables ou servi les intérêts de l'Iran. Les services rendus aux intérêts généraux peuvent être aussi bien matériels que moraux. Ils consistent à mettre à la disposition du Gouvernement, leur dévouement, leur science, l'apport de leurs efforts intellectuels, à l'industrie, à l'agriculture, au redressement financier et économique du pays, ou un procédé ingénieux dont le pays profiterait, enfin, un legs ou don fait aux institutions publiques de l'Iran, etc., etc...

b) les individus qui ont une haute valeur par leur science et par les talents qui intéressent la nation. C'est donc en faveur d'une attraction des grands personnages qualifiés par une valeur scientifique, dans le haut intérêt du pays, que le législateur a édicté ces dispositions.

c) les individus ayant épousé des femmes iraniennes, et qui en ont des enfants.

Nous avons envisagé (sup. p.50), d'après la remarque première de l'article 987, que la femme iranienne, par la justification de raisons sérieuses, pouvait opter pour la nationalité de son mari. Dans ce cas, c'est le mari qui peut choisir la nationalité de sa femme. La loi lui fait un privilège en l'exemptant d'exécuter la condition de résidence, s'il opte pour la nationalité iranienne.

La naturalisation particulière du point de vue de la procédure, des effets et des caractères, ressemble à la naturalisation générale. L'autorité compétente pour accepter la demande est le Ministère des Affaires Etrangères. La demande doit être formulée

dans les mêmes conditions et contenir les mêmes modalités que la naturalisation générale. C'est aussi le Conseil des Ministres qui doit décider. La naturalisation particulière n'a d'effet que sur l'individu naturalisé. La femme et les enfants mineurs, dans un délai d'un an, à partir de l'acte de naturalisation, ont la faculté de répudier la nationalité iranienne. Elle n'a, aussi, aucun effet sur les enfants majeurs. Quant au caractère, elle est aussi pour l'avenir sans avoir aucune efficacité rétroactive.

Dans la naturalisation particulière, l'individualisme est également respecté. La naturalisation particulière, au profit de certaines catégories d'individus, est, en général, réglementée dans l'intérêt social et pour le progrès du pays. C'est exclusivement l'acceptation pure et simple des personnes utiles et intéressantes dans la société iranienne, en vue de contribuer à la progression morale de la nation.

CHAPITRE IX

DÉCHÉANCE OU DÉNATIONALISATION A TITRE DE PEINE

Nous avons envisagé dans le dernier chapitre qu'un étranger, pour être admis dans la société iranienne, devait remplir certaines conditions ; elles se rapportent à la capacité, à la résidence, à la moralité et aux moyens d'existence matériels et professionnels. La constatation des conditions de capacité, de résidence ainsi que des moyens d'existence, ne présente pas de difficultés. L'acte de naissance et les pièces relatives à la durée de résidence et aux moyens d'existence font preuve. C'est la condition de moralité qui ne peut être établie par des preuves matérielles. Le naturalisé ne peut établir qu'il n'a pas été condamné et qu'il n'a pas déserté. Sa parole et la présomption font foi jusqu'à preuve contraire. Il est donc à l'abri de la loi jusqu'à ce que soit découverte sa culpabilité. La certitude de ces conditions n'étant donc pas possible à la date de délivrance de l'acte de naturalisation, le naturalisé n'acquiert la qualité iranienne, en effet, que sous condition résolutoire ; à moins que des infractions commises ne soient pas prescrites. S'il a été découvert qu'il a déserté ou condamné pour délit grave, ou crime de droit commun, l'acte de naturalisation est

cassé *ipso jure* et un décret du Conseil des Ministres le déclarerait déchu de la nationalité iranienne. Mais le naturalisé déserteur ou condamné pour délit ou crime n'est pas constamment sous la menace de la loi ; il jouit des dispositions législatives relatives à la prescription, à la déchéance de peine, dans les délais déterminés par la loi.

SECTION I. — *Les causes de la déchéance*

Les causes de la déchéance diffèrent, d'après le texte de la loi, selon que le naturalisé séjourne en Iran ou à l'étranger.

a) Ceux qui séjournent en Iran.

L'article 981 du Code Civil décide : « Si, dans le délai de cinq ans, à dater de la délivrance de l'acte de naturalisation, il vient à être connu que l'individu en question était déserteur ou si, avant l'expiration du délai prévu dans les lois iraniennes pour la prescription, il vient à être connu que l'individu naturalisé avait été condamné antérieurement pour délit grave ou crime de droit commun, il sera déchu de la nationalité iranienne par un Décret du Conseil des Ministres. »

Par conséquent, les causes de la déchéance pour les naturalisés résidant en Iran sont au nombre de deux : être déserteur, condamné pour délit grave ou crime de droit commun.

Quant au délai pour prescrire l'infraction de désertion, la loi elle-même fixe cinq ans à dater de la délivrance de l'acte de naturalisation. Ce délai expiré, même si le naturalisé avait été déserteur, son infraction, d'après les dispositions de la loi, n'a pas d'effet ; il ne sera pas poursuivi. L'infraction est prescrite.

« La considération des obligations de service militaire envers l'Etat d'origine découle-t-elle aussi de la sincérité nécessaire de la personne changeant de nationalité : le changement ne doit pas être dicté par le désir d'échapper à une charge déterminée ; la liberté de changement serait alors trop dangereuse, ou pourrait l'être, pour les intérêts étatiques » (1).

Quant à la condamnation de l'individu naturalisé pour délit grave ou crime de droit commun, l'article 981 ci-dessus cité se réfère à l'expiration des délais prévus dans les lois iraniennes pour la prescription.

Quels sont les délais de ces lois relatives à la prescription des délits graves et crimes ?

D'après l'article 52 du Code Pénal iranien, le délai pour prescrire le délit est aussi de cinq ans et pour le crime de quinze ans. Le délinquant condamné, sans que le jugement soit exécuté, aura son délit prescrit dans l'espace de cinq ans et son crime après quinze ans à partir de la date du jugement de condamnation. Supposons qu'après l'expiration d'un

(1) Rép. de Dr. Int. Pub. de MM. de La Pradelle et Niboyet, T. IX, p. 282.

délai de cinq ans, ou de quinze ans, à dater de l'acte de naturalisation, il vient à être connu qu'un naturalisé a été condamné pour un délit grave ou pour un crime, d'après les dispositions de la loi que nous venons de citer, l'infraction commise est nulle et sans effet, quant à la peine par corps. Mais, du point de vue des droits civils et civiques, cette condamnation prescrite aura-t-elle des effets ou non ? La réponse est affirmative, car le même article 52 du Code Pénal dispose : « En cas de prescription, le jugement de condamnation ne sera plus exécuté, mais les effets de la condamnation, qui comportent les déchéances civiques, ne seront pas effacés ». Les déchéances civile et civique sont énumérées par l'article 15 du même Code ; par exemple : l'incapacité d'élire ou d'être élu pour le Corps législatif ; ou déchu du droit d'être nommé fonctionnaire public, etc.

Le naturalisé, même dans le cas où par la prescription de sa condamnation, n'est pas déchu de la qualité iranienne, sera déchu de tous les droits civils et civiques en cas de condamnation criminelle, et de certains droits en cas de délit grave. Pour profiter à nouveau de l'intégrité de ses droits, il doit être réhabilité. Le délai pour être réhabilité, d'après le texte des articles 57 et 58 du Code Pénal, est de cinq ans en cas de délit et de dix ans en cas de crime, à partir de l'expiration de la date de la condamnation, à condition qu'il n'ait commis aucune nouvelle infraction.

Examinons maintenant le sort du naturalisé après sa déchéance de la nationalité iranienne par Dé-

cret du Conseil des Ministres. Le décret en lui enlevant sa qualité en fait une personne sans nationalité ; aucun lien juridique n'existera plus entre lui et le Gouvernement. Quelle sera sa situation juridiquement à l'égard des autorités locales ? Est-ce qu'il sera expulsé ou continuera-t-il sa vie habituelle ? La loi est silencieuse sur ces matières. La meilleure solution est qu'il soit expulsé. En tout cas, c'est un problème qui doit être résolu par le législateur.

b) Ceux qui séjournent à l'étranger.

La remarque ajoutée à l'article 981 du Code précise quatre causes de déchéance pour les naturalisés résidant à l'étranger :

- 1° Atteinte à la sûreté extérieure du pays ;
- 2° Atteinte à la sûreté intérieure du pays ;
- 3° Atteinte à la forme du Gouvernement issu de la volonté populaire ;
- 4° Non accomplissement du service militaire tel qu'il est prévu par la loi iranienne.

Ceux qui commettent les infractions ci-dessus en dehors des peines prévues par la loi, seront déchus de la nationalité iranienne par un décret du Conseil des Ministres (alinéa 1^{er} de la remarque).

Les trois premières infractions sont, en effet, un geste d'hostilité contre le pays, la souveraineté nationale et enfin contre la liberté et la constitution de l'Empire. Les naturalisés pénèrent dans le camp des ennemis, soit directement, soit par une association avec d'autres ennemis du pays. Tel individu

qui manifeste son hostilité au pays doit être déchu de la qualité acquise. Non seulement il serait dénationalisé à titre de sanction, mais il serait aussi condamné par contumace par les tribunaux compétents de l'Empire, aux peines prévues dans le Code Pénal pour les infractions ci-dessus mentionnées.

Quelles sont ces sanctions prévues par le Code Pénal iranien ? Les articles 60, 61, 62, 63, 66 du Code Pénal visent l'atteinte à la sûreté extérieure du pays. Les articles relatifs à l'atteinte à la sûreté intérieure du pays sont 69, 70, 71, 72, 79. L'article 82 concerne l'atteinte à la forme du Gouvernement. Les peines encourues par ces articles sont généralement la peine de mort ou de travaux forcés à perpétuité.

Quatrième cause de déchéance pour les naturalisés résidant à l'étranger : c'est le non-accomplissement du service militaire. Le naturalisé doit donc répondre à l'appel sous les drapeaux conformément à la loi militaire de l'Iran. Il est obligé, en cas de résidence à l'étranger, de rentrer en Iran pour accomplir son service militaire ; s'il refuse, un Décret du Conseil des Ministres lui enlèvera la qualité iranienne. Le décret lui sera notifié par les agents diplomatiques ou représentants consulaires. Le naturalisé sera alors sans nationalité ; le lien juridique qui l'attachait à la nationalité iranienne sera rompu définitivement. Sa situation changera juridiquement à l'égard des autorités du Gouvernement auprès duquel il séjournait. C'est le deuxième cas qui tombe sous le coup de la loi iranienne pour qu'une personne devienne sans nationalité.

SECTION II. — *La déchéance*
au point de vue juridique

Examinons ce problème : que signifie juridiquement la déchéance ? C'est une peine grave que la loi inflige aux individus qui se sont rendu coupables de certaines fautes, et qui les fait déchoir de leur nationalité, à proprement parler, de leur droit déjà acquis.

La nationalité n'est qu'une aptitude à jouir des droits de citoyens ; on peut déclarer déchu un citoyen de partie ou de l'ensemble de ses droits civils ou civiques par suite d'une condamnation ; mais on ne peut enlever la qualité de national qu'à ceux qui se sont rattachés à une nationalité étrangère. L'Etat punit ses nationaux, les prive même de la vie, mais jamais ne peut leur enlever, à titre de punition, leur lien juridique qui est la nationalité.

La présomption d'une faveur permanente en matière de naturalisation, donnant droit à l'Etat de la supprimer, quand il le désire, doit être également combattue, car, si la naturalisation avait le caractère d'une faveur au moment où elle est accordée, dès qu'elle est obtenue, elle acquerrait le caractère d'un droit semblable au droit d'un citoyen, sauf certaines restrictions légales, qu'on ne peut lui retirer arbitrairement, à titre de peine, qu'en le rattachant à une autre nationalité.

C'est donc une dérogation aux droits individuels ainsi qu'au principe de droit international

d'après lesquels nul ne peut être sans nationalité, qu'un Etat enlève la nationalité à un individu. Cette dérogation est aussi basée sur le principe de la souveraineté qui domine en matière de la naturalisation.

Certaines législations admettent aussi la déchéance de la naturalisation ; les Etats ont à ce sujet leur liberté d'action. Le droit iranien, en matière de naturalisation, accepte aussi, en principe, la déchéance de la nationalité à un naturalisé à titre de peine.

CHAPITRE X

LA PERTE DE LA NATIONALITÉ IRANIENNE

SECTION I. — *Notions théoriques*

La perte de nationalité consiste en privation pour un national, de la qualité d'être citoyen d'un Etat, par suite de la naturalisation dans un pays étranger. La naturalisation d'un national rompt son lien juridique avec l'Etat duquel il dépendait.

La base de discussion N° 6 de la Commission de Nationalité à la Conférence de Codification de La Haye de 1930, en ce qui concerne la perte de nationalité, dispose ainsi : « En principe, l'individu qui acquiert, sur sa demande, une nationalité étrangère perd par là sa nationalité antérieure. Toutefois, la législation d'un Etat peut subordonner cette perte à certaines conditions légales concernant la capacité du naturalisé, le lieu de sa résidence ou ses obligations de service envers l'Etat, à l'égard des individus ne remplissant pas ces conditions ; elle peut subordonner la perte de nationalité par l'octroi d'une autorisation. »

Le principe de l'allégeance permanente.

La nationalité étant le lien juridique qui unit un individu à un Etat, certains Etats, dans leur in-

térêt, décident d'appliquer, à l'égard de leurs nationaux le principe de l'allégeance permanente et, par suite, n'admettent pas la perte de leur nationalité. L'acquisition d'une nationalité étrangère par les sujets des Etats partisans de ce principe, ne les libère pas des obligations qu'ils ont envers leur patrie. Tel a été longtemps le principe de la loi anglaise. D'autres, au contraire, sans faire appel solennellement à ce principe, disposent des textes de loi suivant lesquels les nationaux ne peuvent perdre leur nationalité d'origine sans leur autorisation, et remplir certaines conditions.

Voyons quel système à l'égard de la perte de nationalité a été appliqué aux différentes époques par le législateur iranien.

SECTION II. — *Législation ancienne*

L'ancienne législation admettait le système de l'autorisation en remplissant certaines conditions. Examinons rapidement les conditions, les effets et les caractères de la perte de nationalité par cette législation.

D'après l'article 8 de la loi du 7 août 1894, le sujet iranien ne pouvait se faire naturaliser en pays étranger que sous les conditions suivantes :

1° ne pas être accusé d'aucun crime devant les tribunaux iraniens ;

2° ne pas être en cours de procédure ;

3° ne pas être déserteur ;

4° ne pas être débiteur afin de se soustraire au paiement de sa dette. A défaut, sa naturalisation sera nulle et non avenue.

Et, s'il revient en Iran, on le traitera comme un national.

L'article 9 de la même loi stipulait que la perte de nationalité d'un Iranien, même si toutes les conditions susmentionnées étaient remplies, dépend de l'autorisation du Souverain ; et, au cas où un sujet iranien se ferait naturaliser à l'étranger, sans avoir obtenu cette autorisation, il ne lui serait plus permis de rentrer en Iran ; et s'il possède des immeubles en Iran, il est obligé de les vendre.

L'obtention de l'autorisation du souverain était la condition fondamentale ; et si le sujet iranien ne l'obtenait pas, l'interdiction de retour au pays et la vente obligatoire de ses biens lui étaient appliquées comme une peine.

L'individu qui accomplissait toutes les conditions et obtenait l'autorisation du souverain devenait étranger et, en cessant d'avoir la qualité iranienne, était privé de tous les droits et avantages qui s'y attachaient.

Les caractères.

La perte de la nationalité iranienne par suite de la naturalisation, d'après l'article 10 de la même loi, était rigoureusement individuelle ; elle n'entraînait pas la perte de nationalité pour les enfants, qu'ils fussent majeurs ou mineurs ; mais les mineurs, après avoir atteint leur majorité (l'âge de pu-

berté), et les majeurs pouvaient se faire naturaliser conformément aux prescriptions de la loi. Quant aux enfants, nés après la naturalisation du père, ils naissaient étrangers. Mais la loi était silencieuse au sujet de la femme du naturalisé. Est-ce qu'elle suivait le sort des enfants, c'est-à-dire devait-elle agir indépendamment de son mari en appliquant les conditions prescrites par la loi ou suivait-elle, *ipso facto*, le sort de son mari ?

Deuxième caractère.

La naturalisation d'un sujet iranien sans l'accomplissement des quatre premières conditions entraînait la nullité absolue de l'acte et, s'il revenait en Iran, on le traitait comme un sujet iranien, sans qu'il lui fût défendu de rentrer au pays. Mais la non-obtention de l'autorisation du souverain entraînait l'interdiction légale du retour au pays, et impliquait la vente de tous ses biens.

SECTION II. — *Législation actuelle*

La législation actuelle a adopté aussi formellement que possible, le système de l'autorisation envers un national qui désire se faire naturaliser à l'étranger.

Nous allons examiner minutieusement les conditions, les formes, les effets et les caractères de la perte de nationalité iranienne d'après les nouvelles lois.

a) Conditions.

L'Iranien, selon les dispositions de l'article 990 du Code Civil, ne peut répudier sa nationalité d'origine que sous les conditions suivantes :

1° Avoir 25 ans révolus. L'âge de majorité pour l'exercice des droits civils est de 18 ans ; la loi a fixé un âge de majorité spécial pour ceux qui veulent se faire naturaliser à l'étranger. Pour un étranger qui veut acquérir la qualité iranienne, la loi accepte la règle générale mais à l'égard d'un national agit différemment. L'Iranien, âgé de 18 ans révolus, est frappé d'incapacité de répudier sa nationalité. C'est une restriction légale pour aider les nationaux à résister aux passions et au hasard.

2° « L'autorisation du Conseil des Ministres ».

L'autorité compétente pour statuer sur la demande de répudiation est le Conseil des Ministres. Il a plein pouvoir pour rejeter, pour accepter la demande. Sa décision à ce sujet est un acte d'autorité ; en cas de non-autorisation, le postulant n'a contre lui aucun recours.

3° « Le postulant doit prendre l'engagement préalable de transférer, dans un délai d'un an, à dater de l'acte de la répudiation, par un moyen quelconque, à des sujets iraniens, tous les droits qu'il a sur les immeubles situés en Iran ou qu'il pourrait y acquérir à titre successoral alors même que les lois iraniennes autoriseront les étrangers à avoir de pareils droits et quitter l'Iran dans le même délai d'un an. Dans le cas où il ne se soumettrait pas à cette

prescription, les autorités compétentes ordonneront son expulsion et la vente de ses biens. Dans le cas où il désirerait revenir en Iran, il devrait acquérir l'autorisation spéciale du Conseil des Ministres. Cette autorisation aussi ne pourrait lui être accordée qu'une fois et pour un délai déterminé. »

La loi, par cette stipulation, de transmission des droits sur les immeubles, a deux buts :

a) Elle veut priver l'Iranien, qui désire quitter sa patrie, de tous les droits de jouissance et de possession de ses biens, garantis par le Code Civil. Il n'a plus la libre disposition de ses biens. La loi le prive de cette jouissance.

Quels sont les immeubles investis de ces droits ?

Ces immeubles comprennent tous les terrains, bâtis et non bâtis, naturels ou par la détermination de la loi.

Quels sont les droits que le postulant a sur les immeubles ?

Le droit de jouissance, le droit de propriété, le droit d'usufruit, le droit de servitude.

Il doit non seulement transférer tous ses droits actuels, mais il est obligé de transférer tous les droits éventuels qu'il pourrait acquérir par droit d'héritage.

Auprès de quelle autorité doit-il engager le transfert de ses droits ? La loi est silencieuse à ce sujet ; selon notre avis, c'est dans la même déclaration qu'il fait au Ministère des Affaires Etrangères, d'après l'article 7 du règlement administratif, qu'il doit prendre cet engagement.

b) La loi veut, en effet, restreindre la situation juridique du postulant.

Les étrangers ordinaires, d'après la tradition, peuvent posséder limitativement des immeubles en Iran. Alors, si pendant le délai d'un an, il est obligé de transférer ses droits sur les immeubles, les lois iraniennes, suppriment cette limitation et autorisent les étrangers à avoir l'intégrité des droits sur les immeubles comme tous les citoyens, le postulant serait privé d'en jouir.

C'est une sanction que la loi applique à un iranien désirant répudier sa nationalité. La transmission de ses droits dans le délai d'un an, délai insuffisant, est également restriction qui lui entrave sa liberté.

Dès que le postulant a réglé ses biens, il doit dans le même délai de liquidation quitter l'Iran. A défaut, ce sont les autorités compétentes qui précéderont à la vente de ses biens et à son expulsion. C'est une obligation que la loi lui impose.

Quelles sont les autorités compétentes pour ordonner la vente de ses biens ? La loi est silencieuse à ce sujet, mais d'après la tradition, ce sont les Procureurs de l'Empire du lieu où sont situés les immeubles. Ils procéderont par voie de vente aux enchères et les frais déduits, on remboursera le solde au postulant.

Quelles sont les autorités qui ordonneront l'arresté d'expulsion ?

« L'expulsion est un acte administratif ou gouvernemental, par lequel un Etat somme, et au besoin contraint, pour des motifs tirés de sa sécurité

intérieure ou extérieure, un ou plusieurs individus se trouvant sur son territoire, d'en sortir dans un bref délai et leur interdit d'y rentrer sous la menace d'une peine quelconque. » (1).

Dans le cas où le postulant n'appliquerait pas les prescriptions légales (vendre ses biens et se retirer du pays), il est assimilé à un étranger indésirable, nuisible à la sécurité de l'Etat, dont les autorités compétentes décident l'expulsion.

L'acte d'expulsion est un acte d'autorité ; l'autorité compétente serait strictement l'organe administratif. Les autorités judiciaires en cette matière sont frappées d'incapacité.

L'autorité administrative, d'après les articles 3, 11 et 21, de la loi du 19 ordibehechte 1310 et le décret du Conseil des Ministres à la date du 12 ordibehechte 1313, dans les cas ordinaires de l'expulsion des étrangers sont : les Gouverneurs généraux, les gouverneurs des villes dans leur ressort et le préfet de police dans les villes non mentionnées dans le décret ; et dans les cas strictement désignés par l'article 13 de la même loi, c'est le Conseil des Ministres.

Par voie de déduction, la Préfecture de Police et les Gouverneurs dépendant par hiérarchie du ministère de l'Intérieur, c'est le Ministère de l'Intérieur qui est compétent. (Les cas exceptionnels où le Conseil des Ministres est compétent pour l'expul-

(1) Rép. de Dr. Int. Pub. de MM. de La Pradelle et Ni-boyet, T.VIII. V. expulsion, par M. André Blondel, n° 1 et s.

sion sont relatifs à la sécurité générale et à l'hygiène publique).

Par ce qui précède, les autorités compétentes pour expulser le sollicitant, sont la Préfecture de Police ou les Gouverneurs du lieu où ils séjournent. Un arrêté lui enjoint de quitter le territoire. Il lui sera notifié dans la forme administrative. D'après l'article 11 de la loi du 19 ordibehchte (alinéa 3) l'exécution de l'expulsion incombera à la Police.

Le texte de la loi (Remarque de l'art. 988 du Code Civil), étant impératif, les autorités compétentes ne peuvent même lui accorder un délai convenable afin qu'il puisse quitter le territoire librement. Il sera expulsé par les soins de la police. Un nouvel accès en Iran lui est également interdit, sauf autorisation spéciale du Conseil des Ministres qui lui sera accordée s'il le juge convenable. Cette autorisation, quand elle sera accordée, n'a pas non plus un caractère permanent. Elle est provisoire, pour un délai fixé par le Conseil des Ministres, par exemple, un mois. Elle a aussi le caractère limitatif : elle ne pourra être accordée que pour une seule fois.

Quels sont les effets de l'expulsion ?

L'expulsion produit des effets pour l'expulsé dans l'ordre administratif et judiciaire.

Dans l'ordre administratif, il est éloigné immédiatement du territoire par la force.

Dans l'ordre judiciaire, deux effets se produiront : l'effet pénal, l'effet civil.

Au point de vue pénal, s'il revient en Iran, sans autorisation du Conseil des Ministres, il en-

courra trois mois à un an de prison et une amende de 200 à 2.000 ryals (N° 6 de l'article 15 de la loi du 19 Ordibehechte 1310 (1932) alinéa 2), et de plus, il sera expulsé de nouveau par la force.

Au point de vue civil : la loi a conféré un délai d'un an à l'expulsé pour régler ses affaires ; il pourrait, pendant ce temps se faire libérer, soit par voie judiciaire, soit amiablement, de ses engagements et résilier les contrats, les baux. etc... Cette situation lui crée un argument de force majeure dans la limite de ce délai exclusivement. Ce délai terminé, s'il n'a pas liquidé ses engagements, il est personnellement responsable de ses actes avec toutes leurs conséquences qui en découlent. Il perd tous ses droits à la résidence et au domicile légal. L'expulsion par la force ne peut plus lui créer un cas de force majeure.

Recours contre l'arrêté d'expulsion.

L'acte d'expulsion étant acte d'autorité et émanant d'un organe administratif, l'expulsé n'a plus contre cet arrêté aucun recours contentieux. Il a la faculté d'un recours gracieux auprès de l'Autorité qui a pris la décision, et d'un recours hiérarchique auprès du Ministre de l'Intérieur.

La sanction de ne pas quitter l'Iran, par le sollicitant, est la vente de ses biens par les autorités compétentes et l'expulsion. Quelle est la sanction de non transmission des droits successoraux ? Elle n'est pas fixée par la loi ; celle-ci est silencieuse ; en tout cas, le principe est déjà posé par la loi : le postulant ne peut plus posséder à l'avenir de droits sur

les immeubles ; il est obligé de les transmettre, même s'il est établi dans sa nouvelle patrie.

4°) Quatrième condition exigée par la loi : accomplissement du service militaire. Le sollicitant ne doit pas, pour échapper au service militaire, répudier sa qualité iranienne ; il doit, prouver qu'il a répondu à l'appel sous les drapeaux et rempli ses obligations militaires.

b) La forme de la perte de nationalité iranienne.

La loi ne précise pas formellement qu'un national désirant se faire naturaliser, doit formuler une demande ; elle ne désigne pas même l'autorité compétente à laquelle il doit adresser sa déclaration. Elle est désignée par l'article 7 et 8 du règlement administratif dont voici le texte :

Art. 7. — Les individus qui, suivant l'article 988 du Code Civil, déclarent répudier la nationalité iranienne, doivent, après avoir formulé leur demande sur papier timbré (conformément au type 8) l'envoyer au Ministère des Affaires Etrangères. Leur signature, ainsi que leur identité, doivent être approuvées par la police s'ils habitent l'Iran et par le représentant diplomatique ou consulaire s'ils habitent l'étranger.

Art. 8. — Les sollicitants doivent mentionner les raisons de répudiation sur leur demande. Si le Ministère des Affaires Etrangères, trouve valables leurs raisons, il la proposera au Conseil des Ministres. Si leur demande est acceptée par le Conseil, on

lui délivrera l'acte de répudiation (conformément au type 9) après l'avoir timbré à 250 ryals.

D'après les dispositions ci-dessus, trois conditions doivent être réalisées pour qu'on puisse répudier la qualité iranienne :

1° Formuler une demande justifiée par des raisons sérieuses ;

2° Faire apprécier ces raisons par le Ministère des Affaires Étrangères ;

3° Obtenir l'autorisation du Conseil des Ministres.

Le Ministère des Affaires Étrangères a donc le pouvoir de débouter le demandeur, si les raisons ne lui paraissent pas fondées ; et le sollicitant n'a même aucun recours contre ce refus.

Le Conseil des Ministres a aussi un pouvoir discrétionnaire ; il peut débouter le demandeur, même si les arguments de répudiation ont été plausibles. Cela résulte aussi du caractère et de la nature des problèmes de nationalité basés sur la souveraineté.

c) Les caractères de la perte de nationalité.

Premier caractère. — La perte de nationalité iranienne, sous les conditions sus-mentionnées est exclusivement individuelle ; elle ne s'étend pas, ipso-juré, à sa femme ni à ses enfants. Voici ce qui résulte de l'article 988 du Code Civil (N° 3 dernier alinéa) : la femme ainsi que les enfants majeurs ou mineurs de l'individu qui répudie la qualité iranienne, conformément à cet article, ne perdront

pas leur nationalité, à moins que l'autorisation du Conseil des Ministres ne les ait, également visés.

Ce système est tout à fait conforme à la raison et à la justice : la perte de nationalité n'est pas collective ; elle n'agit que sur la personne du postulant. La nationalité étant un droit, donc un individu ne saurait être dépouillé sans sa volonté. Il n'est pas la victime des passions, des tendances d'un autre individu. Les droits de la femme et des enfants de celui qui a perdu sa nationalité doivent être intacts.

Il nous reste un point à élucider : malgré que le texte de la loi n'étende pas la perte de la nationalité du mari à sa femme et à ses enfants, le dernier alinéa ci-dessus cité donne le pouvoir, en principe, au Conseil des Ministres, de conférer l'autorisation de la perte de la nationalité à la femme et aux enfants mineurs ainsi qu'aux majeurs. Il n'y a dans ce texte aucune raison juridique, surtout à l'égard des enfants majeurs, pour qu'ils soient victimes de la volonté de leur père ; c'est agir en effet contre leur liberté, sauf la raison d'état, si le Conseil des Ministres, dans l'intérêt du pays, jugeait convenable la perte de nationalité de la femme et des enfants.

2° La nullité absolue. La naturalisation d'un sujet iranien qui n'aurait pas rempli les conditions sus mentionnées est nulle et non avenue, et la qualité iranienne n'est pas perdue. Il peut jouir de tous les droits attachés à cette qualité et il doit remplir toutes les obligations qui lui incombent, comme

iranien d'origine. Voici ce qui résulte du paragraphe 1^{er} de l'article 989 du Code Civil ainsi conçu : « Tout iranien, contrairement aux prescriptions légales, à dater de 1280 (1902) aurait acquis une nationalité étrangère demeurera iranien et la nationalité ainsi acquise sera nulle et non avenue ». Le § 2 du même article, le fait en même temps, tomber sous le coup de certaines peines civiles et politiques, à savoir :

1° Tous les biens immeubles lui appartenant seront mis en vente sous la surveillance du Procureur Impérial du lieu et le prix en sera remis, déduction faite des droits de vente.

2° Il sera privé du droit d'être Ministre, sous-secrétaire d'Etat, Membre d'un Corps Législatif, d'un Conseil Général, Provincial ou Municipal ainsi que de toutes fonctions publiques.

Qu'est-ce que la date de 1280 (1902) ?

Quelle valeur a-t-elle dans l'histoire iranienne où le législateur la prend comme point de départ pour ne pas reconnaître les naturalisations non conformes à la loi ?

Cette date remonte à quelques années avant la constitution de 1906. Depuis cette date, jusqu'au coup d'Etat tenté par S.M. Pahlavi (21 Février 1921) l'Iran plongé dans une crise politique et sociale aiguë, souffrait plus que jamais de la faiblesse de ses gouvernants. Ne pouvant établir l'ordre à l'intérieur et la sécurité à l'extérieur, cette faiblesse des gouvernants aurait entraîné l'ingérence des étrangers dans la vie intérieure du pays. C'est à cette époque

qu'apparaissent efficacement les abus du régime des capitulations. Les puissances étrangères, pour augmenter leur influence, cherchaient des prétextes afin de s'immiscer dans les affaires intérieures du pays. La meilleure façon pour elles d'atteindre ce but était de préparer des protégés et des soi-disant sujets parmi les citoyens iraniens. Les éléments du peuple, découragés par la faiblesse du Gouvernement, se faisaient présenter aux autorités locales encouragés par les agents consulaires, comme de vrais naturalisés, sans remplir les prescriptions édictées par la loi du 7 août 1894.

Voici le passage écrit à ce sujet par M. le Dr. Matine Daftari qui éclaircit bien la situation des soi-disant naturalisés à cette époque :

« Les capitulations, tout en paralysant le pouvoir judiciaire, ont été utilisées par les Puissances étrangères, principalement par la Russie, comme le meilleur moyen d'accentuer leurs visées politiques. La Russie les a employées habilement en vue de l'asservissement du peuple entier. L'attitude agressive des Consuls russes dans les instances engagées entre Persans et Russes a fini par inspirer aux classes bourgeoises une telle crainte que le marchand ou l'agriculteur se trouvait perdu et sans protection aucune. Il était ruiné s'il venait à rencontrer un adversaire étranger. Le Gouvernement persan, par suite de ses troubles intérieurs, sa faible position internationale que nous allons étudier au

cours de nos prochains chapitres, n'était pas à même de le protéger efficacement. Aussi la diplomatie impérialiste a-t-elle profité de cet état de choses pour offrir à ces éléments découragés sa protection intéressée. Sous n'importe quel prétexte, la Légation de Russie se permettait de présenter comme protégés russes les citoyens persans dont la naissance, les liens de parenté ne laissaient aucune ombre sur leur origine persane. Ces protégés, jouissant de la juridiction consulaire au préjudice de leurs compatriotes, devenaient des esclaves dociles de la diplomatie russe. En tant que commerçants ou grands propriétaires, ils pouvaient exercer une influence considérable dans le pays en faveur de leur maître. Ils incitaient les autres Persans à suivre leur exemple. Au fur et à mesure, tout Persan malveillant qui voulait opprimer son voisin, tuer impunément son adversaire, usurper l'héritage d'un mineur, refuser l'impôt à l'Etat, etc... n'avait qu'à ajouter « à la russe » la terminaison « ов » à son nom persan, Aliov, par exemple, pour solliciter avec succès la protection russe. Le grand propriétaire qui ne voulait se mettre directement sous la tutelle russe pour ne pas perdre ses droits politiques, à savoir son accès au Conseil des Ministres ou au Parlement, n'avait qu'à prendre un fermier de nationalité ou de simple protection russe pour pouvoir annexer à son village toutes les propriétés voisines. Le Consul russe était largement représenté dans toute l'étendue du pays. Il nommait, parmi les indigènes dignes de sa faveur, des agents consulaires, des « tadjerbachi » ou représentants commerciaux dans toutes les localités de son ressort,

dans certains villages même. Avec le temps, les capitulations voyaient leur champ d'application augmenter dans de telles proportions qu'elles menaçaient même d'enlever aux tribunaux de droit commun toute leur raison d'être.

Cet état de choses déplorable dont souffrait la masse des éléments honnêtes et paisibles du peuple a suscité contre le régime des capitulations une effervescence et une haine qui devaient fatalement éclater un jour, si la révolution de 1917 n'avait pas enterré le tzarisme avec toutes ses conséquences néfastes. »

Cette situation si périlleuse du point de vue de l'ordre intérieur et de la souveraineté nationale, fut sauvée par la volonté de S.M. Pahlavi qui, après avoir supprimé les capitulations en mai 1928, a entraîné la réalisation des réformes générales dans toutes les branches de la vie nationale.

Le Gouvernement, se sentant fort et étant maître du destin du pays, décide de se débarrasser des éléments craintifs qui, dans les moments critiques, ont contribué à la faiblesse des gouvernements ainsi qu'au chaos intérieur. C'est pour cette raison que l'article 989 du Code déclare : « Tout Iranien qui, contrairement aux prescriptions légales, aurait acquis, à dater de 1280 (1902), une nationalité étrangère, demeurera Iranien et la nationalité acquise serait nulle et non avenue. »

La loi, en même temps, qui veut punir les soi-disant naturalisés, respecte les statuts des individus qui se sont fait naturaliser d'après les prescriptions de la loi du 7 août 1894, valable à cette époque de

troubles. Elle n'attaque qu'aux soi-disant naturalisés qui ont causé tant de peine au pays.

d) Les effets de la perte de nationalité iranienne.

L'individu qui a acquis régulièrement la nationalité étrangère cesse d'être Iranien ; il sera privé des droits et avantages attachés à cette qualité. Il conserve, juridiquement, sa qualité iranienne et les avantages qui en découlent jusqu'à la date de répudiation. La perte de la nationalité iranienne n'est pas rétroactive; elle n'a d'effet que pour l'avenir.

CHAPITRE XI

LE RECOUVREMENT DE LA NATIONALITÉ IRANIENNE

SECTION I. — *Notions théoriques*

Définitions : on a donné deux définitions au recouvrement de la nationalité.

Première définition :

Le recouvrement n'est qu'un mode d'acquisition de la nationalité, une acquisition de faveur à raison de l'ex-qualité de l'intéressé.

Deuxième définition :

La réintégration n'est qu'une naturalisation exceptionnelle au profit des anciens sujets à qui une situation particulière est faite, sur certains points, à raison de leur ex-qualité.

Dans le recouvrement de la nationalité, deux systèmes peuvent se concevoir :

Premier système : l'individu qui a perdu sa nationalité d'origine doit, pour la recouvrer, remplir les conditions et formalités de la naturalisation.

Deuxième système : l'individu qui a perdu sa nationalité d'origine doit, pour la recouvrer, au moyen de certaines dispositions favorables, sans

être obligé de suivre les formalités de la naturalisation proprement dite. Ce dernier système est le plus favorable au point de vue politique et au point de vue rationnel (1).

Au point de vue rationnel, l'individu qui a cessé d'être Iranien se rattache, néanmoins, à sa patrie d'origine par les idées, les mœurs et les goûts. Dès lors, il ne doit être assimilé à un étranger ordinaire : il mérite d'être traité avec plus de faveur.

Au point de vue politique, l'individu qui a perdu la qualité d'Iranien doit être encouragé à revenir vers sa patrie d'origine qu'il a abandonnée, peut-être sans réflexion suffisante ou sous l'empire de besoins sérieux.

SECTION II. — *Législation ancienne*

L'individu qui a perdu la nationalité iranienne par suite de la naturalisation, doit bénéficier des moyens pour qu'il puisse la recouvrer. Il s'agit de déterminer rapidement les conditions de la procédure, les effets et les caractères de ce recouvrement.

L'article 5 de la loi du 7 août 1894 était ainsi conçu : Tous les sujets iraniens qui, par eux-mêmes ou par leur père, après avoir perdu leur nationalité par la naturalisation, auraient demandé leur réintégration l'obtiendront sans conditions, ni formalités.

Pour la réintégration dans la nationalité d'ori-

(1) Voir Rouard de Gard, p. 205.

gine, la loi ne demandait aucune condition ni formalité, que le bénéficiaire de la naturalisation soit le sollicitant lui-même ou son père. Il devait tout simplement faire une demande déclarant sa volonté. L'autorité compétente à laquelle le sollicitant devait s'adresser n'était pas désignée par la loi. L'individu réintégré dans sa nationalité d'origine, bénéficiait de tous les droits politiques et civils comme avant la naturalisation. Ce recouvrement était individuel ; il n'entraînait pas la naturalisation de la femme ni des enfants du sollicitant ; il n'avait non plus d'effet rétroactif.

SECTION III. — *Législation actuelle*

Le recouvrement de la nationalité iranienne est régi par l'article 990 du Code Civil. Il dispose ainsi :

« Les sujets iraniens qui, par eux-mêmes, ou par leur père, auraient, conformément aux prescriptions légales, acquis la nationalité étrangère et voudraient être réintégrés dans leur nationalité d'origine, y seront admis sitôt qu'ils en auront fait la demande, à moins que le Gouvernement ne juge pas convenable leur réintégration. »

Examinons les conditions, les formes, les effets et les caractères de ce recouvrement.

L'article 990 du Code Civil, pour la réintégration d'un ancien sujet iranien dans sa nationalité d'origine, n'exige aucune condition ni formalité ; c'est le deuxième système qui domine dans la législation iranienne. Mais il faut que l'indi-

vidu ait été naturalisé en due forme et suivant les prescriptions légales, c'est-à-dire qu'il remplisse toutes les conditions requises par l'article 988. La naturalisation des individus qui n'ont pas observé les prescriptions légales est nulle et ils sont reconnus comme des nationaux iraniens (article 989 du Code Civil, alinéa 1^{er}).

Supposons qu'un individu ait été naturalisé sans remplir les conditions prescrites par la loi (par exemple, n'a pas eu l'âge de majorité ou n'a pas obtenu l'autorisation du Conseil des Ministres), cet individu regrettant sa décision désire être réintégré dans sa nationalité d'origine. D'après les dispositions de l'article 989 (alinéa 1^{er}), sa naturalisation n'ayant pas la forme légale, est nulle et non avenue. Suivant l'alinéa 2 du même article, cet individu est privé de certains droits civils et politiques (privation d'être Ministre, incapacité d'éligibilité, ne pas posséder d'immeubles, etc...). Si cet individu formule une demande de recouvrement, d'après les dispositions de l'article 990, comme sa naturalisation n'a pas été en due forme, sa demande n'aurait aucun effet légal, puisqu'il est déjà Iranien aux yeux de la loi, mais il est en même temps frappé de certaines incapacités civiles et politiques.

Selon notre avis, quoique la loi *de jure* le traite comme un sujet iranien, il est, *de facto*, comme un étranger ordinaire. Dès qu'il adresse sa demande de recouvrement, *de facto*, il réacquiert sa qualité nationale. Et, la nationalité étant une aptitude à jouir des droits de citoyen, il en jouit comme ses concitoyens.

Il faut ajouter, enfin, que la loi (alinéa dernier de l'article 990) même pour les individus qui sont naturalisés conformément aux prescriptions légales, réservent le droit de refus au Gouvernement, dans le cas où les raisons politiques ou sociales ne permettront pas la réintégration d'un naturalisé iranien.

Le Gouvernement a le pouvoir absolu d'accepter ou de refuser la demande du recouvrement.

Il faut remarquer aussi que, d'après l'article 990 (alinéa 1^{er}), les enfants d'un naturalisé peuvent profiter du droit de recouvrement, même s'ils n'ont pas été attributaires de la naturalisation.

Quel sont ces enfants ? Selon les dispositions de l'article 988 (alinéa dernier), les enfants majeurs ou mineurs de l'individu qui répudient la qualité iranienne, ne perdent pas leur nationalité, à moins que l'autorisation du Conseil des Ministres ne les ait également visés. Les enfants majeurs qui ont acquis l'autorisation du Conseil des Ministres auront donc le droit de demander le recouvrement. Il faut ajouter aussi que le texte de la loi étant une disposition générale, le terme d'enfants du naturalisé comprend aussi les enfants nés après la naturalisation du ressortissant iranien. Les enfants majeurs auront aussi le droit de profiter du bienfait de la loi et de réintégrer la nationalité d'origine de leur père en formulant une simple demande.

Voici un cas spécial que la législation iranienne admet, la naturalisation d'un véritable étranger sans spécifier aucune formalité et condition.

Quant aux enfants mineurs, qui sont nés avant

ou après la naturalisation, la loi, malgré leur incapacité, les autorise-t-elle aussi à recouvrer la nationalité de leur père ?

Le texte de la loi étant général, ils auront le droit, sur leur demande, d'acquérir la qualité d'Iranien. Mais, selon nous, ils pourront acquérir cette qualité par le seul effet de la réintégration de leur père.

Le dernier alinéa du N° 3 de l'article 988 comprend aussi la femme du naturalisé. L'autorisation du Conseil des Ministres visant le mari doit aussi viser la femme du naturalisé, sinon, elle ne perd pas sa nationalité et au cas où la femme est autorisée à suivre le sort de son mari, elle perdra la nationalité iranienne.

Pourquoi la loi prévoit-elle à l'époque du recouvrement des enfants du naturalisé et leur accorde-t-elle le droit de recouvrer sans prendre en considération le cas de la femme du naturalisé ?

Nous croyons que c'est un simple oubli qu'on peut tolérer. La femme du naturalisé peut aussi profiter de cette grâce de la loi en acquérant la qualité d'Iranienne par la demande de son mari.

b) La procédure du recouvrement.

L'article 990 du Code Civil (dernier alinéa) ne mentionne que la demande formulée par le naturalisé ou ses enfants.

Le droit de recouvrement est accordé uniquement aux individus qui remplissent cette formalité, en exprimant leur volonté de retour à leur nationalité d'origine ; sans remplir cette formalité, ils ne pourront acquérir la qualité perdue.

La demande du naturalisé ou de ses enfants, d'après les prescriptions de l'article 9 du règlement administratif, après avoir été rédigée sur papier timbré de 5 ryals (conformément au type 10), doit être envoyée au Ministre des Affaires Etrangères. La signature et l'identité du postulant doivent être aussi constatées par la Police s'il habite l'Iran et par le représentant diplomatique ou consulaire s'il habite l'étranger. Nous ajoutons qu'à la demande doivent être annexés l'acte d'autorisation du Conseil des Ministres (s'il y en a un) et l'acte de naissance.

Quelle autorité doit statuer sur la réintégration ?

Le dernier alinéa de l'article 990 est ainsi conçu : « Sitôt que les sujets iraniens auront fait leur demande, ils seront réintégrés dans leur nationalité d'origine, à moins que le Gouvernement ne juge pas convenable leur réintégration. »

C'est donc le Conseil des Ministres qui aura, à ce sujet, le pouvoir de décider. Le Ministère des Affaires Etrangères, saisi de la demande, fait procéder à un rapport qui sera adressé, avec le dossier, au Conseil des Ministres, lequel rendra un décret de réintégration qui sera communiqué à l'intéressé par l'intermédiaire du Ministère des Affaires Etrangères.

Mais le règlement ne fait aucune allusion à cette formalité.

Examinons maintenant un problème de principe conforme au droit international que le droit positif de la plupart des Etats a généralement admis, à savoir :

Le réintégrant doit-il être capable ou non ?

La législation iranienne (art. 990) accorde le droit de recouvrement sans aucune condition ni formalité. Un mineur peut formuler la demande de recouvrement. Pour se conformer au principe de droit international, il est préférable, pour que le réintégrant puisse valablement recouvrer sa nationalité d'origine, soit capable au moins d'après la loi de son nouveau pays, c'est-à-dire d'après la loi étrangère.

c) Les effets du recouvrement.

L'individu qui avait perdu la qualité d'Iranien après l'avoir recouvrée, doit avoir immédiatement la jouissance de tous les droits civils et politiques.

d) Les caractères du recouvrement.

Deux systèmes sont en vigueur :

Premier système : le recouvrement de la nationalité doit être collectif. Il doit s'étendre, *ipso jure*, à la femme et aux enfants de celui qui est réintégré. Ce système se défend par la nécessité de maintenir l'unité dans la famille et de prévenir des conflits des lois.

Deuxième système : le recouvrement de la nationalité doit être individuel. Il ne doit pas atteindre, *ipso jure*, la femme et les enfants de celui qui est réintégré (2).

Premier caractère :

L'article 990 nous inspire que le recouvrement

(2) Rouard de Gard, p. 245.

de la nationalité d'un Iranien naturalisé comprend, en principe, sa propre personne. Le système individuel a donc été préféré. Les enfants majeurs ou mineurs, existant au moment de la naturalisation, ainsi que les enfants nés après la naturalisation, qu'ils soient majeurs ou mineurs, sont également et individuellement autorisés par la loi à réintégrer la nationalité d'origine de leur père, sur leur demande.

Mais nous soutenons cette thèse que la qualité d'Iranien peut être accordée par le décret de la réintégration sans aucune condition spéciale aux enfants majeurs qui joindront leur demande de naturalisation à la demande de réintégration faite par leur père, et aux enfants mineurs par le seul effet de réintégration de celui-ci.

Quant à la destinée de la femme, oubliée par la loi, si elle a été visée dans le décret autorisant la naturalisation de son mari, elle suivra le sort des enfants mineurs, c'est-à-dire elle acquiert la qualité d'Iranien par le seul effet du recouvrement de son mari.

Dans le cas où le réintégrant a été marié après la naturalisation, la seule déclaration de la femme jointe à celle de son mari la fera réintégrer à la nationalité de celui-ci.

Deuxième caractère :

Ce recouvrement de la nationalité iranienne n'est pas rétroactif. Jusqu'à la date du recouvrement, le réintégrant était un étranger ordinaire ; il

ne pouvait jouir que des droits réservés aux étrangers, d'après les dispositions des lois et les traités internationaux.

A partir de cette date, il bénéficiera de la qualité nationale avec toutes les prérogatives y attachées.

CHAPITRE XII

RECouvreMENT DE LA NATIONALITÉ IRANIENNE PAR LA FEMME QUI A ÉPOUSÉ UN ÉTRANGER

La femme iranienne qui est mariée avec un étranger et qui, pour cela, a perdu sa qualité d'origine, ne peut la recouvrer par un procédé spécial tant que dure son mariage. Mais, à la dissolution du mariage, par la mort de son mari ou par le divorce, d'après l'article 987, elle peut recouvrer sa nationalité primitive.

Quelles sont les conditions, les formes, les effets et les caractères de ce recouvrement ?

A) Conditions et formes :

La loi exige une simple déclaration faite par la femme au Ministère des Affaires Etrangères en y joignant l'acte du décès ou l'acte de divorce. Malgré l'analogie entre la naturalisation proprement dite et la réintégration de la femme à la nationalité iranienne, la loi n'admet aucune autre procédure ; elle ne juge même pas nécessaire, à cet égard, qu'un décret de réintégration soit rendu. La simple déclaration de la part de la femme la fait entrer, *ipso facto*, parmi les nationaux.

B) Les effets du recouvrement :

La femme qui recouvre la qualité iranienne

jouit immédiatement de tous les droits et concessions attachés à cette qualité, ce qui résulte du dernier § de l'article 987.

C) Caractère de ce recouvrement :

Voyons les caractères que présente le recouvrement de la nationalité iranienne à l'égard de la femme mariée.

Premier caractère :

Ce recouvrement n'est pas tréoactif.

Deuxième caractère :

Ce recouvrement est entièrement individuel.

L'article 987 ne s'occupe pas des enfants d'une femme iranienne qui est mariée avec un étranger. Examinons la situation de la veuve qui, au décès de son mari, de la nationalité étrangère, a des enfants mineurs et majeur.

I) les enfants majeurs.

Les enfants majeurs qui sont étrangers n'ont, au décès de leur père, aucun moyen spécial pour acquérir la qualité iranienne. La naturalisation proprement dite leur reste seule ouverte. Ils n'obtiennent pas la qualité iranienne par le seul effet de la déclaration de leur mère.

II) les enfants mineurs.

Pour les enfants mineurs, on peut admettre deux solutions : 1° la qualité iranienne peut être accordée aux enfants mineurs sur la demande de leur mère. A cet effet, la mère doit adresser au Ministère des Affaires Etrangères une demande ayant un double objet : recouvrer elle-même la nationa-

lité d'Iranienne et conférer cette nationalité à ses enfants par le seul effet du recouvrement, sans remplir aucune condition spéciale, sauf la faculté pour eux de décliner la nationalité d'Iranien dans l'année qui suit l'âge de 18 ans révolus, en présentant dans ce délai, au Ministère des Affaires Etrangères, une déclaration écrite à laquelle devra être annexée l'affirmation du Gouvernement dont relevait leur père, qui les reconnaît comme ses ressortissants.

2° les enfants mineurs peuvent, en effet, invoquer le bénéfice des numéros 4 et 5 de l'article 976 (dans le cas où ce texte leur est applicable). La nationalité iranienne leur est acquise par l'effet de la loi, sauf la faculté pour eux de la décliner dans l'année qui suit l'âge de majorité. Jusqu'à présent, nous avons examiné la situation des enfants en supposant que le mariage a été dissous par le décès du mari. Les choses doivent être réglées pareillement au cas d'une dissolution par le divorce. Voici ce qui résulte du § 2 de l'article 987 et de l'article 6 du règlement : la femme divorcée, en faisant une simple déclaration au Ministère des Affaires Etrangères, sera réintégrée dans sa nationalité d'origine en bénéficiant de tous les droits et prérogatives y relatifs.

CONCLUSIONS

Que faut-il déduire de ces faits que nous venons d'exposer ?

L'Iran, après avoir subi au cours de l'histoire des crises sociales et politiques par la faiblesse de ses gouvernants, est devenu, il y a une vingtaine d'années, maître de sa destinée et de sa situation, tant au point de vue de l'ordre intérieur que de sa sécurité extérieure.

Les faits en témoignent...

La réforme générale effectuée dans toutes les institutions nationales et la promulgation des lois sociales dans toutes les branches de la vie publique, ont complètement changé l'aspect du pays aux points de vue moral et matériel ; et ont rangé l'Iran à côté des Etats modernes et puissants.

Le droit des individus, qu'ils soient étrangers ou nationaux, est strictement garanti par les lois.

Parmi celles-ci, les lois de nationalité inspirées des principes généralement admis par le Droit International sont des plus importantes.

La nationalité n'est plus l'œuvre de la foi, elle est un droit ; elle n'est plus confondue avec la religion.

L'acquisition de la nationalité iranienne se réalise par deux méthodes : par le bienfait de la loi, par la naturalisation proprement dite.

Par bienfait de la loi, les étrangers nés en Iran,

de parents étrangers ou d'un père étranger, bénéficient de tous les droits civils ou civiques sans aucune limitation, sauf la faculté d'opter pour leur nationalité d'origine dans l'année qui suit leur majorité.

Leur volonté, leur individualité, est donc respectée par la loi.

La femme étrangère épousée par un Iranien, après la mort de son mari, ou après le divorce, conserve sa liberté complète de réintégrer sa nationalité d'origine.

La loi facilite la naturalisation des étrangers sur une base rationnelle. Elle leur reconnaît des droits civils et civiques.

Elle attache beaucoup plus d'importance à la qualité qu'à la quantité.

Elle éloigne les étrangers indésirables et repousse l'admission des délinquants dans la famille iranienne.

Elle respecte les étrangers dignes, honnêtes et précieux au point de vue de leurs mérites et de leur valeur morale et scientifique.

La loi respecte aussi l'indépendance, la volonté de la femme et des enfants mineurs du naturalisé ; elle ne les soumet pas à ses visées politiques, ils ont la liberté d'option.

La loi de nationalité est aussi sévère pour les nationaux qui veulent abandonner leur nationalité d'origine sans raison valable ; mais elle respecte en même temps le principe de liberté individuelle à l'égard de ceux qui ont des raisons plausibles et logiques pour quitter la nationalité d'origine.

Quant à la femme iranienne qui épouse un étranger, elle évite le conflit des lois. Elle conserve sa nationalité si la loi du pays de son mari ne lui est pas imposée.

Il y a encore des rectifications souhaitables : La loi de nationalité en deux cas contribue aux conflits graves de nationalité :

Premier cas. — Au moment où il vient à être connu que l'individu naturalisé a été condamné pour délit grave ou pour crime de droit commun, ou il a été déserteur ou qu'il a commis des crimes contre la sûreté intérieure ou extérieure du pays, la loi le prive de la nationalité iranienne sans avoir précisé, dans ce cas, le sort de cet étranger déchu de la nationalité iranienne.

Deuxième cas. — La nationalité étrangère des individus qui ne sont pas naturalisés conformément aux prescriptions légales est nulle aux yeux de la loi. Ces individus, *de jure*, sont reconnus Iraniens mais, *de facto*, on les traite comme des étrangers en les privant de jouir des privilèges des nationaux.

La naturalisation, d'après la loi, ne produit aucun effet sur la nationalité des enfants majeurs. Ce système est complètement conforme à la raison et au respect de la volonté des enfants ; mais, en vertu du lien familial qui existe entre père et enfants, il serait plus judicieux que la loi accordât certaines facilités aux enfants majeurs du naturalisé au cas où ils désireraient acquérir la nationalité de leur père, sans qu'ils soient tenus de recourir à la procédure de la naturalisation.

L'enfant mineur d'un naturalisé iranien, malgré son incapacité, peut aussi, sur sa demande, réintégrer la nationalité d'origine de son père.

Quant à la femme du naturalité iranien, la loi ne lui reconnaît aucun droit pour acquérir la nationalité de son mari. Il serait préférable que la loi, dans ces deux cas, accepte le système collectif en étendant, *ipso jure*, l'effet du recouvrement à la femme et aux enfants mineurs ; ou bien qu'elle accorde, à ce sujet, un droit à la femme et reconnaisse un certain âge de majorité à l'enfant mineur pour acquérir la nationalité de son père.

La loi n'a pas prévu la situation des enfants d'une femme iranienne qui est mariée avec un étranger, surtout si, au moment du décès du mari, elle a des enfants mineurs. Il est souhaitable, au moment où la veuve, pour acquérir sa nationalité d'origine, fait une demande au Ministère des Affaires Etrangères, que l'enfant mineur puisse acquérir la nationalité iranienne par l'effet de cette demande, sauf le droit d'option pour lui à l'époque de sa majorité.

En principe, c'est le Ministère de la Justice qui est compétent pour régler les conflits relatifs à la nationalité et toutes les questions qui s'y rapportent. Il serait désirable que ce Ministère succède au Ministère des Affaires Etrangères dans toutes les questions relatives à la nationalité.

Enfin, la question de nationalité relevant du droit public est prévu même par certains pays dans les lois constitutionnelles. Ce n'est que tout récem-

ment que la loi de nationalité de l'Iran a été incorporée au Code Civil. Nous espérons que, dans l'avenir, la jurisprudence iranienne se prononce dans un sens différent et lui accorde la place qu'elle mérite d'occuper dans le droit public.

Vu : Le Doyen,

EDGAR ALLIX.

Vu : Le Président,

A. DE LA PRADELLE.

Vu et permis d'imprimer :
Le Recteur de l'Académie de Paris,
G. ROUSSY.

LES DOCUMENTS

Premier document. — Le texte de la loi du 7 août 1894.

Art. 1^{er}. — Tout individu né en Iran est censé sujet iranien, toutefois, s'il vient à être connu que les parents ou le père sont étrangers, l'enfant naît aussi étranger.

Art. 2. — L'étranger né sur le territoire de l'Iran aura le droit, à l'époque de sa majorité (âge de puberté), d'acquérir la nationalité iranienne. Toute demande dans ce sens sera acceptée.

Art. 3. — Chaque étranger qui veut acquérir la nationalité iranienne doit accomplir les conditions suivantes :

a) être majeur, b) résider cinq ans consécutifs en Iran, c) ne pas être déserteur ni condamné pour aucun crime. Dans ce cas, leur demande serait acceptée et ils auront acquis les prérogatives de la nationalité iranienne.

Art. 4. — Si les étrangers qui demandent la naturalisation ne remplissent pas la condition de résidence exigée par la présente loi, mais que le Gouvernement le juge à propos, ils seront exceptionnellement admis à la nationalité iranienne.

Art. 5. — Tous les sujets iraniens qui, par eux-

mêmes ou par leur père, après avoir perdu leur nationalité par la naturalisation, auraient demandé leur réintégration, l'obtiendront sans condition ni formalités.

Art. 6. — Les femmes étrangères qui épousent des sujets iraniens suivent la nationalité de leur mari et deviennent iraniennes. Après la mort ou le divorce, si elles désirent réintégrer leur nationalité d'origine, elles y seront autorisées.

Art. 7. — La demande des femmes étrangères mariées aux étrangers, pour acquérir la qualité iranienne, ne pourrait être admise qu'avec leur mari en remplissant les dispositions législatives relatives à la naturalisation.

Art. 8. — Les sujets iraniens ne peuvent acquérir la qualité étrangère que sous les conditions suivantes :

1° ne pas être accusé d'aucun crime devant les tribunaux iraniens ; 2° ne pas être en cours de procédure ; 3° ne pas être déserteur ; 4° ne pas être débiteur afin de se soustraire au paiement de sa dette. A défaut, sa naturalisation sera nulle et non avenue, et s'il revient en Iran, on le traitera comme un national.

Art. 9. — La perte de nationalité iranienne, même si toutes les conditions susmentionnées sont remplies, dépend de l'autorisation du Souverain et, au cas où un sujet iranien se ferait naturaliser à l'étranger, sans avoir obtenu cette autorisation, il ne lui serait plus permis de rentrer en Iran ; et s'il

possède des immeubles en Iran, il est obligé de les vendre.

Art. 10. — La naturalisation d'un Iranien n'entraîne pas celle des enfants qui sont majeurs ou mineurs. Mais les enfants majeurs, ainsi que les mineurs, après leur majorité, peuvent se faire naturaliser d'après les prescriptions de la loi. Les enfants nés après la naturalisation du père naissent étrangers.

Art. 11. — Les femmes iraniennes qui épousent des étrangers perdent leur nationalité d'origine. Dans le cas de divorce ou de décès du mari, elles peuvent acquérir, sur leur demande, la réintégration dans leur nationalité d'origine. Mais, en cas d'un second mariage, elles doivent remplir des conditions relatives pour acquérir la qualité étrangère.

Art. 12. — Les femmes iraniennes qui, par l'effet de leur mariage, sont devenues étrangères, n'auront pas le droit de posséder des immeubles fonciers et de jouir des prérogatives des nationaux, sauf les droits autorisés dans les traités internationaux.

Art. 13. — Les individus qui, pour certaines causes, ont été considérés comme Iraniens et qui revendiquent la qualité étrangère, doivent établir la preuve de leur extranéité suivant les prescriptions de la présente loi. A défaut, ils seront considérés comme ressortissants iraniens.

Art. 14. — Les étrangers qui s'établissent en

Iran et qui ont dissimulé leur nationalité étrangère, ayant été traités dans toutes leurs affaires comme des sujets iraniens, où ils ont acquis des immeubles, prérogatives spéciales aux nationaux, seront considérés comme des ressortissants iraniens.

Art. 15. — Il est bien entendu que le contenu des clauses des conventions passées avec les Etats étrangers, relatives à l'émigration, resteront entièrement en vigueur.

Deuxième document. — La loi sur la nationalité adoptée par le Medjlesse, en date du 16 et 24 chahrivar 1308 (7 septembre 1929), remaniée par la loi du 27 bahman 1313 (1935) et qui forme, d'après ce remaniement, les articles 976 à 992 du Code Civil.

Article 976. — Sont réputés sujets iraniens :

1° Tous les habitants du pays, sauf ceux dont la nationalité étrangère est certaine, grâce à des documents non contestés par le Gouvernement iranien.

2° Les individus nés d'un père iranien, soit en Iran, soit à l'étranger.

3° Tout individu né en Iran de père et mère inconnus.

4° Les individus nés en Iran de père et mère étrangers, dont l'un des deux y est né.

5° Les individus nés en Iran d'un père étranger, et qui auraient séjourné au moins un an de plus en Iran ; immédiatement après avoir atteint l'âge de 18 ans révolus ; à défaut, leur accession à

la nationalité iranienne suivrait les prescriptions édictées pour l'attribution de la nationalité iranienne (1).

6° Toute femme étrangère mariée à un Iranien.

7° Tout étranger qui aurait acquis la nationalité iranienne.

Remarque : les dispositions des paragraphes 4 et 5 ne sont pas applicables aux enfants nés en Iran des représentants diplomatiques et consulaires étrangers.

Article 977. — Les individus mentionnés aux paragraphes 4 et 5 ci-dessus auront, dans l'année qui suit l'âge de 18 ans révolus, le droit d'opter pour la nationalité de leur père, à condition de présenter, dans ce délai, au Ministère des Affaires Etrangères, une demande écrite à laquelle aurait été annexée une attestation du Gouvernement dont relève leur père, qu'il les reconnait comme ses ressortissants.

Article 978. — Le principe de réciprocité sera appliqué aux enfants nés en Iran de ressortissants des Etats qui, suivant les dispositions de leurs droits, comptent au nombre de leurs nationaux les enfants nés sur leur territoire, de ressortissants iraniens, faisant toutefois dépendre leur retour à la nationalité iranienne d'une autorisation.

Article 979. — Peuvent acquérir la nationalité iranienne ceux qui : 1° ont atteint l'âge de 18 ans

(1) La traduction de cette loi est due à M. Bourbousson sauf les modifications apportées ultérieurement qui ont été faites par l'auteur.

révolus ; 2° ont résidé en Iran pendant cinq ans consécutifs ou non ; 3° ne sont pas déserteurs ; 4° n'ont été condamnés, dans aucun pays, pour délit grave ou crime non politique. Est assimilé à la résidence en Iran, mentionné au § 2 de cet article, le séjour en pays étranger pour le service de l'Etat iranien.

Article 980. — Seront admis à la nationalité iranienne, sans condition de séjour, ceux qui ont rendu des services considérables, ou servi les intérêts de l'Iran. Les individus ayant épousé des femmes iraniennes et ceux qui ont une haute valeur par leur science et par des talents qui intéressent la nation.

Article 981. — Si dans le délai de cinq ans, à dater de la délivrance de l'acte de naturalisation, il vient à être connu que l'individu en question était déserteur ou si, avant l'expiration du délai prévu dans les lois iraniennes pour la prescription, il vient à être connu que l'individu avait été condamné antérieurement pour délit grave ou crime de droit commun, il sera déchu de la nationalité iranienne par un décret du Conseil des Ministres.

Remarque : En dehors des sanctions prévues, peuvent être déchus de la nationalité iranienne par le Conseil des Ministres les naturalisés iraniens résidant à l'étranger pour :

a) atteinte à la sûreté intérieure ou extérieure de l'Etat iranien ou à la forme du Gouvernement issu de la volonté populaire ;

b) non accomplissement des obligations mili-

taires telles qu'elles sont prévues par la loi iranienne.

Article 982. — L'étranger naturalisé iranien jouit de tous les droits reconnus aux citoyens iraniens à l'exception du droit d'être investi des fonctions de Ministre, de gérant d'un ministère ou de représentant diplomatique à l'étranger. Il ne peut être élu ou nommé que dix ans après l'acte de naturalisation : 1° Membre d'un Corps législatif ; 2° Membre d'un Conseil général, départemental ou municipal ; 3° Fonctionnaire du Ministère des Affaires Etrangères.

Article 983. — La demande de naturalisation devra être présentée au Ministère des Affaires Etrangères soit directement, soit par l'intermédiaire du Gouverneur ou Gouverneur général. Il devra y être annexé : 1° copie certifiée conforme des actes constatant l'identité du postulant, de sa femme et de ses enfants ; 2° certificat émanant de la police, portant détermination de la durée du séjour du postulant en Iran, l'attestation de l'inexistence de mauvais antécédents à sa charge et constatation qu'il possède une fortune suffisante ou exerce une profession déterminée pour assurer son existence.

Le Ministère des Affaires Etrangères complètera, s'il y a lieu, les informations relatives à la personne du postulant et présentera le tout au Conseil des Ministres afin que celui-ci prenne la décision qu'il appartiendra quant à l'acceptation ou rejet de la demande. Si la demande est acceptée, on délivrera au postulant l'acte de naturalisation.

Article 984. — Seront reconnus Iraniens, la

femme et les enfants mineurs des étrangers naturalisés Iraniens conformément à la présente loi. Cependant, la femme, dans un délai d'un an, à dater de l'acte de naturalisation de son mari, et les enfants mineurs dans un même délai à dater de l'âge de 18 ans révolus, pourront, en présentant au Ministère des Affaires Etrangères une demande écrite, opter pour la nationalité d'origine respectivement de leur mari ou de leur père. Mais l'attestation mentionnée à l'article 2 devra être annexée à la déclaration faite par les enfants mâles.

Article 985. — La naturalisation du père ne produit aucun effet quant à la nationalité des enfants qui, à la date de la demande de naturalisation, avaient déjà atteint l'âge de 18 ans révolus.

Article 986. — L'étrangère qui, par suite de son mariage, devient Iranienne peut, soit après le divorce, soit après le décès de son mari, se faire réintégrer dans sa nationalité d'origine à condition d'en aviser par écrit le Ministère des Affaires Etrangères. Néanmoins, la veuve ayant des enfants de son mari décédé ne peut pas exercer ce droit tant que ses enfants n'auront pas atteint l'âge de 18 ans révolus. Dans tous les cas, la femme qui, en vertu du présent article, redevient étrangère n'aura le droit de posséder en Iran des biens immeubles que dans les limites des droits reconnus aux ressortissants étrangers. Dans le cas où la femme avait en sa possession des biens immeubles plus que les étrangers n'en ont le droit ou si des biens de cette nature venaient à lui être transmis à titre successoral, plus que les étrangers n'ont le droit d'en posséder, elle devra,

dans l'année qui suit la perte de la nationalité iranienne ou dans celle qui suit l'acquisition des immeubles à titre successoral, transférer à des sujets iraniens, par un moyen quelconque, la part en surplus. A défaut, ses biens seront vendus sous la surveillance du procureur impérial et le prix lui en sera remis, déduction des frais de vente.

Article 987. — La femme iranienne qui épouse un étranger ne perd pas sa nationalité d'origine à moins que la loi du pays dont le mari est ressortissant ne lui impose la nationalité de ce pays. Toutefois, après la mort du mari ou le divorce, par une déclaration faite au Ministère des Affaires Etrangères, en y joignant l'acte de décès ou de divorce, elle sera réintégrée dans sa nationalité d'origine et jouira de tous les droits et prérogatives qui y sont attachés.

Première remarque. — Si la loi du pays du mari permet à la femme de conserver sa nationalité ou de prendre la nationalité du mari, la femme iranienne qui veut opter pour la nationalité du mari, et qui justifie par des raisons valables cette option, doit demander, par acte écrit au Ministère des Affaires Etrangères, l'autorisation de renoncer à la nationalité iranienne, autorisation qui peut lui être accordée.

Deuxième remarque. — Les femmes iraniennes qui deviennent étrangères par l'effet du mariage ne pourront acquérir des immeubles en Iran, mais pourront conserver les immeubles qu'elles possédaient au moment du mariage. Ces immeubles ne seront pas transmissibles à leurs successeurs

étrangers. L'article 988 de la présente loi n'est pas applicable aux femmes iraniennes devenues étrangères par l'effet de leur mariage.

Article 988. — Les sujets iraniens ne peuvent répudier leur nationalité que sous les conditions suivantes :

- 1° qu'ils aient 25 ans révolus ;
- 2° que le Conseil des Ministres les y autorise ;
- 3° que les postulants prennent l'engagement préalable de transférer, par un moyen quelconque, à des sujets iraniens, tous les droits qu'ils ont sur les immeubles situés en Iran ou qu'ils pourraient y acquérir, à titre successoral, alors même que les lois iraniennes autoriseraient les étrangers à avoir de pareils droits.

La femme, ainsi que les enfants majeurs ou mineurs de l'individu qui répudie la qualité iranienne, conformément à cet article, ne perdent pas leur nationalité à moins que l'autorisation du Conseil des Ministres ne les ait également visés.

- 4° qu'ils aient accompli leur service militaire.

Remarque. — Les personnes qui, d'après cet article, répudient la nationalité iranienne et acceptent une nationalité étrangère devront, en plus des dispositions prescrites à l'alinéa 3 de ce même article, quitter l'Iran dans un délai d'un an. Dans le cas où elles ne se soumettraient pas à cette prescription, les autorités compétentes ordonneront leur expulsion et la vente de leurs biens. Si, dans l'avenir, ces personnes désirent revenir en Iran, elles doivent y être autorisées spécialement. Cette autorisation ne

pourra être accordée qu'une fois et pour un délai déterminé.

Article 989. — Tout Iranien qui, contrairement aux prescriptions légales, à dater de 1280, aurait acquis une nationalité étrangère, demeurera Iranien et la nationalité acquise sera nulle et non avenue. Cependant, les biens immeubles lui appartenant seront mis en vente sous la surveillance du procureur impérial du lieu et le prix lui en sera remis, déduction faite des droits de la vente. Il sera, de plus, privé du droit d'être Ministre, Sous-Secrétaire d'Etat, Membre du Corps Législatif, de Conseil Général, provincial ou municipal ainsi que de toute fonction publique.

Article 990. — Les sujets iraniens qui, par eux-mêmes ou par leur père, auraient, contrairement aux prescriptions légales, acquis la nationalité étrangère et voudraient être réintégrés dans leur nationalité d'origine, y seront admis sitôt qu'ils en auront fait la demande, à moins que le Gouvernement ne juge pas convenable leur réintégration.

Article 991. — Le règlement relatif à l'application de la loi de nationalité et des droits de Chancellerie à l'égard des individus qui demandent à acquérir, répudier ou recouvrer la nationalité iranienne, seraient déterminés par le Conseil des Ministres (2).

(2) La loi du 7 septembre 1929 est remplacée par les articles du Code Civil 976 à 992 et l'art. 2 de la loi du 29 mehr 1903 a été remplacé par le § 5 de l'art. 976 du Code Civil.

Troisième document. — Loi supplémentaire du 29 mai 1309 (octobre 1930).

Article 1^{er}. — Les individus tombant sous le coup d'un des paragraphes 4 et 5 de l'article 1^{er} de la loi du 7 septembre 1929 et qui, en date de l'application de la même loi 20 chahrivar 1303 (11 septembre 1929), auraient dépassé l'âge de 18 ans peuvent répudier la qualité iranienne à condition que, dans l'année de la présente loi, ils soumettront une déclaration écrite au Ministère des Affaires Etrangères en lui joignant l'attestation du Gouvernement de leur père, qui les reconnaît comme ses ressortissants.

Article 2. — Les individus tombant sous le coup du § 5 de l'article 1^{er} de la loi du 7 septembre 1929 doivent, pour acquérir la nationalité iranienne, séjourner au moins un an de plus en Iran, immédiatement après avoir atteint l'âge de 18 ans révolus ; à défaut, leur accession à la nationalité iranienne suivra les dispositions relatives à la naturalisation, même s'ils retournent ultérieurement en Iran et s'y établissent.

Quatrième document. — Règlement de l'exécution de la loi de nationalité relative à l'acquisition de la nationalité par naturalisation, recouvrement, perte de nationalité et droits de chancellerie, suivant les dispositions de l'article 991 du Code Civil homologué en date 3 Ordibehecht par le Conseil des Ministres.

Article 1^{er}. — Les individus qui, suivant l'article 977 du Code Civil, désirent être réintégrés dans la nationalité de leur père, doivent formuler leur

demande sur papier timbré de 5 ryals (conformément au type 1). Leur signature ainsi que leur identité doivent être aussi constatées par la Préfecture de Police s'ils habitent l'Iran et par les représentants diplomatiques ou consulaires s'ils habitent l'étranger. A la demande de réintégration doivent être annexés :

- a) 2 photos du candidat ;
- b) les preuves constatant l'extranéité de leur père ;
- c) attestation du Gouvernement dont relève leur père qu'il les reconnaît comme ses ressortissants.

Le Ministère des Affaires Etrangères après avoir étudié la demande, et ses annexes, s'il la trouve conforme aux prescriptions de la loi, lui accordera l'acte de réintégration dans la nationalité d'origine (conformément au type 2), et fait payer par le sollicitant 60 ryals de droits.

Article 2. — Les demandes d'accession à la nationalité iranienne énoncées dans les articles 979 et 983 du Code Civil doivent être formulées sur papier timbré de 5 ryals (conformément au type 3). A la demande doivent être annexés :

- 1° deux photos du postulant ;
- 2° le certificat de la Préfecture de Police conformément au type 4 concernant :
 - a) la détermination de la durée de séjour du postulant en Iran ;
 - b) attestation que le postulant n'a subi aucune condamnation pour un délit grave ou pour un crime non politique ;

c) la détermination de la situation de fortune ou la profession du postulant. Cette situation doit correspondre, au moins, à 1.000 ryals ou à une profession légitime dont le profit mensuel ne serait pas inférieur à 500 ryals.

Article 3. — Le Ministère des Affaires Etrangères, après avoir étudié les documents ci-après mentionnés et reconnu que le sollicitant a rempli les conditions légales pour acquérir la nationalité iranienne, proposera son admission au Conseil des Ministres. Si la demande est acceptée, l'acte de nationalité iranienne (conformément au type 5) lui sera délivré après avoir été timbré de 250 ryals.

Article 4. — Les officiers de l'Etat-Civil, en tenant compte de l'acte de naturalisation et des dispositions y relatives, délivreront l'acte de l'état-civil au titulaire, ainsi qu'à sa femme et à ses enfants, dont le nom, en conformité des articles 984 et 985, est indiqué au verso. Ils feront mention du numéro et de la date de l'acte dans les registres publics.

Article 5. — Les femmes qui, conformément à l'article 986 du Code Civil, désirent recouvrer leur nationalité d'origine, doivent formuler une demande écrite (conformément au type 6) au Ministère des Affaires Etrangères. Leur signature ainsi que leur identité doivent être constatées par la Préfecture de Police si elles habitent l'Iran ; par les représentants diplomatiques ou consulaires si elles habitent l'étranger.

Article 6. — La femme iranienne qui, suivant l'article 987 du Code Civil, en épousant un étranger, a acquis la qualité d'étrangère après la mort

de son mari, ou le divorce, si elle veut réintégrer sa nationalité d'origine, doit formuler sa demande (conformément au type 7) au Ministère des Affaires Etrangères.

Article 7. — Les individus qui, suivant l'acte 988 du Code Civil, déclarent répudier la nationalité iranienne, doivent, après avoir formulé leur demande sur papier timbré (conformément au type 8) l'envoyer au Ministère des Affaires Etrangères.

Leur signature ainsi que leur identité doivent être approuvées par la Police, s'ils habitent l'Iran, et par les représentants diplomatiques ou consulaires s'ils habitent l'étranger.

Article 8. — Les sollicitants doivent mentionner les raisons de répudiation sur leur demande. Si le Ministère des Affaires Etrangères estime valables leurs raisons, il la proposera au Conseil des Ministres. Si leur demande est acceptée par le Conseil, on leur délivrera l'acte de répudiation (conformément au type 9) après l'avoir timbré à 250 ryals.

Article 9. — Les individus qui, suivant l'article 990 du Code Civil, sollicitent le recouvrement de leur nationalité d'origine doivent formuler leur demande sur papier timbré à 5 ryals (conformément au type 10). Leur signature, ainsi que leur identité, doivent être reconnues par la Police, s'ils habitent l'Iran, et par les agents diplomatiques ou consulaires s'ils habitent l'étranger.

Article 10. — Ce règlement entrera en vigueur à partir du 10 ordibehecht 1310.

Article 11. — Le Ministère des Affaires Etran-

gères ainsi que le Ministère de l'Intérieur sont chargés de l'exécution du présent règlement.

Cinquième document. — Quelques articles de la loi relative à l'admission et au séjour des étrangers en Iran (19 ordibehecht 1310 — 1932).

Article 3. — Si l'un des cas de refus du visa de séjour prévu par l'article 2 échappe à l'examen de l'agent consulaire de l'Iran à l'étranger, ou si l'on s'en aperçoit après que le visa a été accordé, ledit visa de séjour provisoire ou permanent peut être retiré. *En ce cas, la police est en droit d'expulser l'étranger.* L'appréciation des dispositions des articles 2 et 3 est relevée à l'administration iranienne.

En dehors des cas énumérés par la loi, le visa ne peut être refusé.

Article 11. — *Les étrangers peuvent être expulsés* ou obligés de changer de résidence dans les cas suivants :

1° s'ils n'ont pas observé les formalités prescrites par la présente loi ;

2° dans le cas où, en vertu des articles 3 et 4, l'autorisation de transit ou de séjour leur a été refusée ; *l'arrêté d'expulsion sera exécuté par la police.* Lorsque la décision d'expulsion a été prise et que la présence de l'étranger ne nuit pas à l'ordre et à la sécurité publique, la police ou les autres autorités compétentes pourront lui accorder un délai convenable, afin qu'il puisse prendre ses mesures pour quitter le territoire. Si l'étranger accepte de quitter le territoire dans le délai assigné par lesdites autorités, il pourra le faire librement, sinon, *il sera*

expulsé sous la garde de la police. Les frais causés par l'expulsion forcée seront retenus sur la provision prévue par l'article 14.

Article 29. — Les régions où la police n'existe pas, le Gouvernement est chargé de remplir les attributions de la police.

Sixième document. — Le décret N° 535.

Dans la séance du 12-2-1313 le Conseil des Ministres, d'après la demande 16410 du Ministère de la Justice, en vue de l'article 12 de la loi relative à l'admission des ressortissants étrangers en Iran, votée le 19 ordibehecht 1310, a désigné les autorités compétentes pour prendre l'arrêté d'expulsion des étrangers, comme suit :

- 1° Les gouverneurs généraux provisoires ;
- 2° Les gouverneurs des villes dans leurs départements respectifs : Guilan, Mazendran, Kermanchah, Khozistan, Borougerde, Lauristan, Ispahan ;
- 3° Sur tout le territoire, le préfet de police.

Dans les villes qui ne sont pas mentionnées dans le présent décret, le chef de la police locale peut proposer l'expulsion des étrangers au Préfet de Police.

Article 13. — Le Conseil des Ministres, pour le maintien de l'ordre, pour la sécurité intérieure, et pour l'hygiène publique, pourra prendre au sujet de l'admission, du séjour et de la sortie des étrangers les décisions suivantes :

- 1° Interdiction de la zone frontrière, en totalité ou en partie ;

2° Interdiction de séjour ou de transit sur une partie du territoire ;

3° Mesures de surveillance, dans les cas extraordinaires.

Article 15. — *Seront condamnés à une peine de trois mois à un an de prison et à une amende de 200 à 2.000 ryals or (sauf dans les cas où l'acte commis par l'étranger entraîne une peine plus sévère d'après le droit pénal) :*

1° tout individu muni d'un faux passeport ou ayant donné un faux témoignage ou un faux renseignement, ou ayant dissimulé les caractères distinctifs de sa nationalité, pour l'obtention d'une autorisation ou d'un visa, et surtout s'il se sert desdites autorisations ainsi obtenues ;

2 tout individu ayant franchi la frontière sans visa, ou ayant pénétré par la frontière ou route interdites ;

3° tout individu se servant des papiers d'une autre personne et tout individu prêtant ses propres papiers et se rendant complice de l'obtention frauduleuse d'une autorisation de séjour pour une autre personne ;

4° tout étranger qui se dérobe à l'exécution d'un arrêté d'expulsion, ou qui serait rentré en Iran après avoir été expulsé ;

5° tout individu complice dans un des cas prévus ci-dessus.

Le simple commencement d'exécution d'une de ces infractions est considéré comme accomplies :

Tout individu ayant commis, hors de l'Iran, les

infractions prévues par les numéros 1, 2, 4 en vue de jouir des droits à obtenir sera poursuivi et condamné dès son entrée sur le territoire de l'Iran, sauf dans les cas :

a) si l'étranger a été condamné et a subi sa peine ;

b) si d'après les lois iraniennes la poursuite ou l'exécution ont été prescrites.

Septième document. — L'article premier de la loi relative à la caution *judicatum solvi* du 28 chahlidar et du 1^{er} méhr 1308 (1929) :

Tous les étrangers, demandeurs ou intervenant comme tierces personnes dans un procès doivent, si le défendeur l'exige, payer le *judicatum solvi*. Cette demande est seulement recevable de la part du défendeur iranien et doit avoir lieu *in limine litis*, pour être valable (3).

(3) Ces trois derniers documents ont été traduits par M. Moazzani.

TABLE DES MATIÈRES

INTRODUCTION	5
CHAPITRE PREMIER. — <i>La nationalité sous l'Islam</i> ..	9
CHAPITRE II. — <i>Théorie générale</i>	12
SECTION I. — Définition de la nationalité	12
a) l'existence d'un Etat	13
b) l'existence d'un individu	13
c) l'existence d'un lien de dépendance	14
SECTION II. — La nationalité est une institution du droit public	14
SECTION III. — Le principe de liberté étatique	15
SECTION IV. — Limitation conventionnelle	15
SECTION V. — Droits des gens positifs et droit commun international	16
SECTION VI. — L'unité de nationalité	17
CHAPITRE III. — <i>Attribution de la nationalité dès la naissance</i>	18
SECTION I. — Notions théoriques	18
a) de la nationalité d'origine	18
b) le système de <i>jus sanguinis</i>	18
c) le système de <i>jus soli</i>	18
SECTION II. — Attribution de la nationalité ira- nienne en vertu du <i>jus soli</i>	22
a) législation ancienne	22
b) législation actuelle	24
SECTION III. — L'attribution de la nationalité ira- nienne en vertu du <i>jus sanguinis</i>	27

a) législation ancienne	27
b) législation actuelle	27
c) l'exemption personnelle du <i>jus solis</i>	28
d) enfants nés en Iran de parents inconnus ..	29
CHAPITRE IV. — <i>Bienfait de la loi en faveur des étrangers</i>	30
CHAPITRE V. — <i>Déclination de la qualité iranienne</i> ..	32
I. — Les individus visés par les § 4 et 5 de l'article 977 du Code Civil	32
a) condition de cette déclination	32
b) forme de déclination	33
c) effet de répudiation	34
II. — Les individus visés par les § 4 et 5 peuvent décliner la qualité iranienne d'après l'article 1 ^{er} de la loi supplémentaire	34
a) les conditions de cette répudiation	35
b) formes de cette répudiation	35
c) effets de cette répudiation	35
CHAPITRE VI. — <i>Les principes de réciprocité</i>	37
SECTION I. — Notions théoriques	37
SECTION II. — Législation ancienne	38
SECTION III. — Législation actuelle	38
a) conditions de réciprocité	38
b) formes	39
c) effets et caractères de réciprocité	39
CHAPITRE VII. — <i>Situation de la femme mariée</i>	40
SECTION I. — Notions théoriques	40
SECTION II. — Bienfaits de la loi en faveur de la femme étrangère qui épouse un Iranien	41
a) législation ancienne	41
b) législation actuelle	42
1 ^o Conditions et formes de cette acquisition ..	42
2 ^o Effets de cette acquisition	42
3 ^o Caractère de cette acquisition	42

SECTION III. — Situation de la femme étrangère devenue Iranienne en cas de divorce ou de mort de son mari		43
a) législation ancienne		43
b) législation actuelle		43
1° Cas de divorce		44
2° Cas de mort		45
SECTION IV. — Bienfait de la loi en faveur de la femme iranienne qui épouse un étranger ou de dénationalisation automatique de la femme iranienne		47
a) législation ancienne		47
b) législation actuelle		48
1° Conditions et formes de cette acquisition au cas où la nationalité de son mari lui est imposée		49
2° Effets de cette acquisition		49
CHAPITRE VIII. — Attribution de la nationalité iranienne par naturalisation		54
SECTION I. — Notions théoriques		54
a) définition de la naturalisation		54
b) liberté de changer de nationalité et allégeance perpétuelle		58
SECTION II. — Législation ancienne		60
SECTION III. — Législation actuelle		61
1° Naturalisation générale		61
a) les conditions : 1° capacité		62
2° résidence		63
3° moralité		65
4° moyens d'existence		67
b) formes de cette naturalisation générale		67
c) les effets de la naturalisation générale		71
1° Effets de la naturalisation sur la personne du naturalisé		71
a) les droits		72
b) les incapacités		73
c) les obligations		73

2° Les effets de la naturalisation sur la femme du naturalisé	74
3° Les effets de la naturalisation sur les enfants mineurs du naturalisé	76
4° Les effets de la naturalisation sur les enfants majeurs du naturalisé	78
2° Naturalisation particulière	81
Premier cas	81
Deuxième cas	81
CHAPITRE IX. — <i>Déchéance et dénationalisation à titre de peine</i>	84
SECTION I. — Les causes de la déchéance	85
a) ceux qui séjournent en Iran	85
b) ceux qui séjournent à l'étranger	88
SECTION II. — La déchéance au point de vue juridique	90
CHAPITRE X. — <i>La perte de la nationalité iranienne</i>	92
SECTION I. — Notions théoriques	92
SECTION II. — Législation ancienne	93
SECTION III. — Législation actuelle	95
a) les conditions de la perte de nationalité iranienne : expulsion, les effets d'expulsion, recours contre l'arrêté d'expulsion	96
b) la forme de la perte de la nationalité iranienne	102
c) les caractères de la perte de la nationalité iranienne	103
d) les effets de la perte	109
CHAPITRE XI. — <i>Le recouvrement de la nationalité iranienne</i>	110
SECTION I. — Notions théoriques	110
SECTION II. — Législation ancienne	111
SECTION III. — Législation actuelle	112

a) les conditions de ce recouvrement ; premier système de recouvrement ; deuxième système de recouvrement	112
b) procédure du recouvrement	115
c) les effets du recouvrement	117
d) les caractères du recouvrement	117
1° Système collectif	117
2° Système individuel	117
 CHAPITRE XII. — <i>Recouvrement de la nationalité iranienne par la femme mariée à un étranger</i>	 120
a) les conditions et les formes de ce recouvrement	120
b) les effets de ce recouvrement	120
c) les caractères de ce recouvrement	121
1° Les enfants majeurs	121
2° Les enfants mineurs	121
 CONCLUSIONS	 123
 LES DOCUMENTS	 128

